

L'EFFORT FRANÇAIS AU MAROC PENDANT LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Juin 1921, à 4 heures

PAR

LÉON LE COUPÉ GRAINVILLE

Président : M. LESEUR, *professeur*
Suffragants { MM. PERREAU, *professeur*
ROLLAND, *professeur*

PARIS

E. DE BOCCARD, ÉDITEUR
SUCCESSEUR DE FONTEMOING ET C^{ie}

1, RUE DE MÉDICIS, 1

1921



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

L'EFFORT FRANÇAIS AU MAROC PENDANT LA GUERRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 16 Juin 1921, à 4 heures



PAR

LÉON LE COUPÉ GRAINVILLE

Président : M. LESEUR, professeur
Suffragants { MM. PERREAU, professeur
ROLLAND, professeur

PARIS

E. DE BOCCARD, ÉDITEUR

SUCCESSEUR DE FONTEMOING ET C^{ie}

1, RUE DE MÉDICIS, 1

1921

LISTE DES OUVRAGES CONSULTÉS

- Annuaire du Gouvernement du protectorat. 1918, 1919, 1920*
J. CAILLAUX. — *Agadir.*
J. GOULVEN. — *Traité d'économie et de législation marocaines.*
Conférences franco-marocaines. — Foire de Rabat.
» — *Foire de Casablanca.*
Jérôme et Jean THARAUD. — *Marrakech ou les Seigneurs de l'Atlas.*
Berthe-Georges GOULIS. — *La France au Maroc.*
A. CHÉVRIILLON. — *Marrakech dans les palmes.*
Henry PICQUET. — *Histoire économique du Maroc.*
DE DUGARD. — *Lendemain de la guerre au Maroc, 1917, 1918, 1919.*
ABDESSELEM. — *L'organisation financière de l'empire marocain.*
DELOMB. — *Statut international du Maroc, 1912.*
A. GOURDIN. — *La politique française au Maroc.*
LEBCEUF. — *La protection diplomatique et consulaire des indigènes au Maroc.*
LOMBARD. — *La Banque d'état au Maroc.*
PIQUET. — *La colonisation française dans l'Afrique du Nord, 1902.*
C. TRIAL. — *Nos droits de protection au Maroc, 1904.*
DE VAULX. — *La France et le Maroc, 1903.*
-

PREFACE

Le Maroc est le seul pays du nord de l'Afrique qui jouisse d'une façade sur l'Atlantique. Cette situation lui assure un climat particulier.

A part cette particularité importante, ses caractères ethniques et ethnographiques, son système orographique et le régime de ses fleuves l'apparentent à l'Algérie-Tunisie d'une façon très étroite et expliquent l'effort de notre diplomatie à le faire nôtre.

Cet effort est dans toutes les mémoires. Sa phase critique date de l'intervention de l'Allemagne qui, soit pour sonder la force de l'entente cordiale encore dans les langes, soit par dépit de nous voir prendre la maîtrise sur un des rares pays encore libre du continent africain, songea un moment à nous disputer la prépondérance et finalement se borna à faire de son acceptation la base d'un marché qui nous coûta une partie de notre Afrique équatoriale.

Cet accord franco-allemand, la grande guerre vient de le réduire à néant. Grâce au courage de nos soldats sur tous les fronts et à la science de leurs chefs, nous avons remporté une victoire qui, en sauvant la patrie, nous a rendu en même temps les mains complètement libres au Maroc.

Mais cela n'aurait pas suffi à asseoir définitivement notre domination dans le pays, si le génie colonisateur de notre race n'avait pas su, pendant le grand conflit, se plier aux différentes situations, quelquefois extrêmement critiques issues de cette lutte sans merci, pour créer à notre profit un état de fait auquel la Paix de Versailles a apporté la sanction du droit.

Ce génie colonisateur, dont firent preuve, sous la vieille monarchie, un Dupleix aux Indes ou un Champlain sur les bords du Saint-Laurent, nous le retrouvons intact chez nos grands coloniaux de la troisième République : Faidherbe, Galliéni, Lyautey, pour ne parler que des plus marquants.

L'histoire du Maroc pendant la guerre mondiale est inséparable de la grande figure de son résident général ; il en est véritablement l'animateur ; aussi, dans ce résumé sommaire que nous nous proposons de tracer de l'effort français au Maroc pendant la grande crise mondiale, nous comptons faire souvent allusion au rôle qu'a joué cet homme de premier plan.

DIVISION

Nous étudierons tout d'abord dans un premier chapitre la conquête militaire dans ses différents modes et sa progression, dans un second, l'organisation du protectorat marocain, enfin dans un troisième chapitre, le développement économique du pays.

CHAPITRE PREMIER

LA CONQUÊTE MILITAIRE

1. Géographie du Maroc. — Avant d'entrer dans le vif du sujet, quelques notions géographiques et ethnographiques sont nécessaires.

Le Maroc est compris entre la Méditerranée au Nord, l'Atlantique à l'Ouest, le Sahara au Sud, l'Algérie à l'Est.

La superficie territoriale du Maroc ainsi définie peut être évaluée à 800.000 kilomètres carrés entre le 27° et le 36° de latitude Nord et le 2° et 12° de longitude Ouest.

Au point de vue de la structure générale et du relief, on peut distinguer au Maroc trois grandes divisions :

1° Les massifs littoraux qui bordent la Méditerranée (zone espagnole), séparés du système de l'Atlas par la dépression du Sébou et de son affluent, l'Oued-Lanaouen ;

2° Les plaines et les plateaux du Maroc occidental ;

3° L'Atlas et ses diverses ramifications, jusqu'au Sahara.

1° Les massifs littoraux. — Ce sont les plus mal connus. Ils semblent se rattacher au système orographique espagnol. Leur relief est très tourmenté et abrupt surtout sur la côte Nord qui, elle aussi, est très sinueuse, soit qu'elle se creuse

d'anses de profondeur variable, soit qu'elle se hérisse de promontoirs rocheux.

Ils décrivent entre le cap des Trois-Fourches, au nord de Mellila, et le Djebel-Moussa (856 m.) une courbe régulière dont le point culminant est le Djebel-Tiziren. Les montagnards, habitants du pays se divisent en deux groupes : les Rifains et les Djelabas.

Ils sont farouches, d'humeur batailleuse, leur forme de gouvernement est la démocratie la plus anarchique, mais ils savent, le cas échéant, se soumettre à la discipline d'un chef militaire et religieux pour résister à l'envahisseur roumi ou aux méhallas du Sultan de Fez.

2° *Le Maroc occidental.* — Il est constitué par de grands plateaux, étagés en gradins qui s'élèvent progressivement de l'Atlantique aux contreforts de l'Atlas en atteignant à ce point une altitude de 600 à 700 mètres.

On peut distinguer dans le Maroc occidental deux parties assez distinctes, la région de Rabat-Fez comprenant le Gharb, les Zaers, les Zemmours, la Chaouia et la région de Marrakech ; c'est-à-dire tout le pays situé au sud de l'Oum-el-Rebia jusqu'à l'Atlas. Enfin l'Atlas marocain. On y distingue le Haut-Atlas, chaîne médiane flanquée du Moyen-Atlas au nord de l'Anti-Atlas au sud.

Toutes ces chaînes suivent une direction Sud-Ouest, Nord-Ouest. Le Haut-Atlas commence au Cap Guir. A partir du col du Bibaoum, la chaîne prend l'aspect d'une muraille déchiquetée. La vallée du Goundafi est dominée par le Djebel-Ogdemt (3.500 mètres).

Entre le Goundafi et le Tizin-Télouet se trouve l'ancienne Porte du Draa qui offre un passage vers le Sahara par la haute vallée du Draa. On rencontre dominant cette faille, le Tamynt et le Likount dont l'altitude atteint environ 3.900 mètres.

A l'est de Tizim-Tellouet, le Haut-Atlas est constitué par une série de hauteurs parallèles, séparées par des plaines et qui s'élèvent peu à peu jusqu'à la chaîne principale pour atteindre 3.876 mètres à l'Aro-Aiachi.

A partir du col de Tizin-Telsemt (2.182 mètres) qui fait communiquer la vallée de la Moulouya avec celle du Ziz, le Haut-Atlas s'abaisse rapidement et se continue en Algérie par les massifs de Ksour et des Oulad-Nails.

Le Moyen-Atlas se détache du haut Atlas dans la région des sources de la Moulouya. Il porte alors les noms de massifs des Béni-Snassen et d'Atlas-Tellien. Le pays des Benimtir au sud de Meknes et de Fez d'une hauteur de 2.000 à 2.500 mètres est recouvert en grande partie par des forêts de chênes et de cèdres.

Au sud d'Azrou, le moyen Atlas est constitué par trois chaînes dont la plus occidentale donne naissance au Bou-Regreg à l'embouchure duquel se trouvent sur l'Océan Atlantique les villes célèbres de Rabat-Salé, et à l'Oum el-Rebia. Elle se termine au sud de Taza.

La chaîne centrale possède le plus haut sommet du système, le Djebel-Moussa (3.219 mètres).

Quant à l'Orientale, elle se prolonge jusqu'au Djebel-Kedamin à l'entrée de la moyenne Moulouya.

L'Anti-Atlas, beaucoup moins élevé que la chaîne précédente, a une direction nord-est sud-est, il se détache du Haut-Atlas au Djebel-Siroua (3.500 m.) et sépare la vallée de l'Oued-Sous de celle de l'Oued-Draa.

L'hydrographie du Maroc n'est pas encore entièrement connue. Certains fleuves du Sud en particulier semblent se perdre dans les sables, en réalité leur lit devient souterrain.

Quant à ceux que l'on peut étudier depuis leur source jusqu'à leur embouchure, leur régime est torrentiel dans la généralité des cas et leur barre les rend pratiquement non navigables même pendant la saison pluvieuse. Seuls deux fleuves font exception : ce sont la Moulouya et l'Oued-Sebou.

Avec les torrents descendus du Rif, la Moulouya est le seul fleuve marocain qui se jette dans la Méditerranée. Elle prend sa source dans le Haut-Atlas à l'Ouest du Djebel-Aiachi et coule dans une large vallée que domine à l'ouest la branche orientale du Moyen-Atlas.

Après un cours très sinueux de 400 kilomètres elle atteint la mer par une embouchure de plus de 100 mètres. La batellerie est possible sur ce fleuve pendant une cinquantaine de kilomètres.

L'Oued-Sebou sort du Moyen-Atlas sous le nom l'Oued-Guigou. Il arrose la région de Fez et par son affluent l'Inaouen le couloir de Taza. Ses eaux s'écoulent vers l'Océan en décrivant de nombreux méandres dans une vaste plaine d'alluvions.

A 17 kilomètres de son embouchure se trouve en eau profonde le port de Kenitra appelé à un grand avenir.

Avec le Loukkos en grande partie dans la zone espagnole, le Sebou est le seul fleuve du versant occidental marocain qui soit navigable. Il peut porter des bateaux, d'un faible tirant d'eau il est vrai, jusqu'à 700 kilomètres de son embouchure.

L'Oum-el-Rebia qui coule plus au sud est un torrent au débit extrêmement variable, il passe à Klenifra, contourne le Tadia et se jette dans l'Océan à Azenmour, séparant le pays de la Chaouia des Doukkalas.

On peut citer encore sans s'y arrêter l'Oued-Tensif issu du Haut-Atlas, dont les eaux irriguent la palmariaie de Marrakech, l'Oued-Sous qui se jette dans l'Océan au sud d'Agadir. Tous les deux sont intermittents.

2. Notions ethniques et ethnographiques. — Au point de vue ethnographique le Maroc est un pays berbère pénétré en partie par des populations arabes, mais qui n'a jamais été gouverné par les Turcs comme l'Algérie et la Tunisie.

Les tribus montagnardes sont de sang berbère pur ou peu mélangé d'arabe; les tribus de la plaine ouest et nord-ouest au contraire sont fortement arabisées et islamisées.

Tout ce qui constitue l'ancien Bled-el-Maghzen (c'est-à-dire le territoire soumis au Sultan), actuellement sous notre domination est habité par des Arabes ou des Berbères arabisés. On y trouve aussi dans les villes des juifs groupés dans le Mellah et des Maures venus d'Espagne.

Le Bled-el-Siba ou pays insoumis est peuplé de Berbères autochtones contre les invasions desquels les Sultans de Fez

ont toujours eu à lutter et que nous subjuguons peu à peu, par la force de nos armes et plus encore par notre diplomatie.

C'est parmi ces Berbères montagnards que l'Allemagne a trouvé des partisans pour entraver notre action.

Tels les a décrits Salluste dans sa guerre de Jugurtha, tels ils sont encore aujourd'hui. Les invasions arabes les ont vaincus sans les convertir à l'Islam duquel ils n'ont retenu que le culte de leurs saints locaux, l'adoration des sources, des pierres, des arbres sacrés, bref une religion de pure forme.

Le seul gouvernement qu'ils reconnaissent est l'assemblée des anciens « la Djemaa » où les anciens délibèrent sous l'œil de la foule. Leur seule loi est la coutume dont le formalisme étroit et les variantes infinies contribuent à favoriser une anarchie quasie traditionnelle chez eux. Sous n'importe quel prétexte, même le plus futile les luttes intestines les déchirent. La guerre est leur état normal et la caïda, leur Code de l'honneur ne leur permet pas d'accepter la paix du roumi, sans avoir auparavant fait parler la poudre. Pour connaître leur manière de combattre, c'est encore Salluste qu'il faut consulter. Vis-à-vis de nos colonnes mobiles ils montrent les qualités de force, de souplesse et de ruse dont faisaient preuve leurs ancêtres contre les légionnaires romains. Intrépides dans l'attaque ils cavalcadent devant nos mitrailleuses et nos obus ne les effraient pas. Ils sont excellents dans l'embuscade, on ne compte pas les corvées d'eau massacrées, les trains régimentaires enlevés par ces dissi-

dents, car ce qu'ils aiment encore par-dessus tout c'est le pillage.

Attaqués, ils se rassemblent avec une vitesse inimaginable et le moindre repli de terrain leur sert à organiser la résistance.

Tout le long de l'Atlas, ils ont formé de vastes confédérations de tribus pour nous combattre et ils nous immobiliseraient de nombreux effectifs si les guerres intestines n'enlevaient à leurs coalitions toute cohésion.

Les armes ne leur manquaient pas. Les agents de l'Allemagne établis en zone espagnole leur ont passé abondamment pendant toute la guerre des fusils, des munitions et surtout de l'argent.

Pour vaincre des adversaires aussi sérieux, il a fallu à nos contingents diminués et à leurs chefs une énergie peu commune.

=

3. Du caractère de la conquête. — Avant de décrire leur effort, il est utile de parler des directives qui l'ont aiguillé vers le succès. La politique du Maréchal Lyautey au Maroc a été avant tout une politique de réalisation. Le Maréchal est un organisateur, son esprit synthétique sait saisir dans leur ensemble les questions à résoudre, puis les sérier pour leur donner à chacune en leur temps, la solution qu'elles comportent. Sa volonté tenace ne connaît pas d'obstacles sauf pour les renverser ; elle exige de tous le maximum de rendement, elle l'obtient par l'exemple qu'elle donne elle-même et aussi par le prestige du succès. Ce prestige, tous le

subissent au Maroc, depuis l'entourage immédiat de la résidence jusqu'aux grands caïds du sud.

Dans le travail de la pacification, les idées maîtresses de ce grand colonisateur sont faciles à reconnaître, elles se résument en quelques phrases lapidaires, où son caractère se retrouve tout entier.

« Je veux que mes postes, donnent aux indigènes l'impression non du provisoire, mais du définitif. Ma grande préoccupation est de choisir pour eux des emplacements tels, que, à la Paix, la vie commerciale puisse se développer autour d'eux. Les garnisons par leurs besoins variés appelleront les mercantis d'abord, puis les colons. Elles protégeront l'activité économique et les échanges qui croîtront sans cesse autour d'elles. Mes postes doivent être le noyau des futurs cantons de colonisation. »

« C'est pour assurer aux colons, après la clientèle militaire, une nombreuse clientèle indigène qu'ils trouveront sans effort, que j'ai établi mes postes dans le voisinage des grands marchés marocains. Ces marchés se trouvent naturellement aux carrefours des grandes voies de pénétration, aux points stratégiques du commerce. Loin de chercher à dissoudre ces marchés, je m'efforcerai de les développer et je vous engage tous à faire de même. »

« La considération économique s'accorde avec la considération militaire. Tant que je tiendrai les marchés au bout de mes canons je commanderai le pays, car je puis à volonté faire l'abondance ou la famine. Quand je serai arrivé en vainqueur et que j'aurai reçu « l'aman » je ferai

« mettre les baïonnettes au fourreau et les médecins passeront à l'avant-garde.

« Dans chaque poste je créerai une infirmerie indigène chargée de donner gratuitement aux habitants de la région toutes les consultations, tous les médicaments et soins qu'ils viendront demander. J'espère qu'une fois guéris les malades emporteront dans leurs villages un sentiment de gratitude à notre égard qui ne pourra que contribuer puissamment à cimenter les relations pacifiques. »

« Je suis fermement convaincu que la plupart des guerres coloniales sont des malentendus. Faisons-nous mieux connaître et les armes se baisseront d'elles-mêmes. Sitôt sortis du champ de bataille fréquentons les marchés, les mains tendues mêlons-nous aux vaincus, attirons-les eux et leurs produits. Montrons-leur que nous ne sommes pas des barbares pillant et saccageant par plaisir. Donnons-leur le spectacle de cette chose qu'ils trouvent si rarement et qu'ils apprécient tant, la Justice (1). »

Ces propos furent tenus par le Maréchal aux officiers de son entourage au cours d'une inspection à Martinprey. On y retrouve tout ce qui constitue l'essentiel de sa politique.

Entre aide simultanée de l'action militaire et de l'action civile.

Choix judicieux de l'emplacement des postes au point de vue stratégique et économique.

(1) *La France au Maroc* par Berthe Georges-Gaulis.

Importance attribuée aux marchés et aux dispensaires pour la pénétration pacifique.

Compréhension de l'âme indigène de ses besoins de sécurité et de justice.

Nous verrons bientôt l'application de ces directives dans l'administration et la mise en valeur de la zone pacifiée.

Pour le moment, c'est leur mise en œuvre dans la région dissidente qui nous intéresse plus particulièrement.

Si nous parcourons une carte politique du Maroc actuel, nous y voyons une nuée de postes, jalons de la conquête française, qui montent la garde depuis le Riff jusqu'à Agadir sur 1.700 kilomètres. Ces postes constituent l'armature du Maroc et sont aussi des places d'armes pour les futures conquêtes. Les chefs de ces points perdus, précieux interprètes de la doctrine du maître, appliquent ses idées à l'œuvre de la pacification et font de leurs petites zones de commandement un centre attractif pour l'indigène, ami ou ennemi, qui y trouve des soins médicaux gratuits et les produits dont il peut avoir besoin.

4. Historique de la conquête. — Dès avant août 1914, la méthode du Général avait fait ses preuves. Dans la zone militaire, elle n'était pas étrangère à l'heureuse issue de l'insurrection de Fez et à la conquête de Khénifra et du couloir de Taza. Dans la zone pacifiée, elle nous préparait des alliés pour les jours d'épreuves en faisant régner partout la paix française.

La déclaration de guerre vint remettre en question tous

les fruits de ce patient travail. Elle entraînait au Maroc comme conséquences immédiates, d'une part, le renforcement du bloc rebelle ravitaillé ouvertement par nos ennemis. Une levée générale de boucliers de la part des dissidents et une ruée sur nos postes était même fortement à craindre.

D'autre part, elle allait provoquer le rappel d'une partie importante du corps d'occupation au moment où il aurait fallu plutôt l'augmenter.

Invité par le Gouvernement de la Métropole à prendre une décision le Maréchal n'hésita pas à prendre le parti le plus hardi, qui était aussi le plus sage :

« Ce jour-là, 29 juillet, dans le péril qui rendait désormais
« la guerre inévitable, le Gouvernement, considérant qu'il
« nous était impossible de nous maintenir au Maroc, ordonnait
« en conséquence d'évacuer tout l'intérieur du pays, de ren-
« voyer en France la moitié de nos troupes, de ramener le
« reste à la côte, de ne conserver que les ports et si cela
« était possible la communication avec l'Algérie par Rabat,
« Fez, Taza. »

« Le lendemain le Maréchal réunissait ses lieutenants
« Gouraud, Henrys, Brulard, Pelletier qu'il avait fait venir à
« Rabat pour leur communiquer la résolution qu'il avait
« prise. On lui demandait vingt bataillons il en enverrait
« davantage, mais il se refusait à abandonner un seul pouce
« du terrain que nous avions occupé. Au lieu de ramener à
« la côte les effectifs que le Gouvernement laissait à sa dis-
« position, c'était au contraire la côte qu'il voulait jeter en
« avant, en renforçant les garnisons avancées de tous ceux

« qui dans l'intérieur pouvaient porter un fusil. A tout prix
« il fallait nous maintenir sur l'Atlas, garder intacte l'arma-
« ture de nos postes, contenir les tribus dans leurs monta-
« gnes, alors peut-être pourrait-on conserver la tranquillité
« de la plaine en tous cas retarder l'insurrection et permettre
« à nos bataillons de ne pas arriver fourbus comme des épaves
« à la mer. Ce jour-là, le Maréchal gardait le Maroc à la
« France ou plutôt le lui donnait une seconde fois » (1).

Mais il assumait une lourde responsabilité qui pouvait en cas d'échec se retourner contre lui et l'écraser. Cependant tout s'ordonnait dans le protectorat pour surmonter les difficultés prévues.

La mobilisation générale de tous les colons apportait aux unités de couverture du front marocain un appoint non négligeable. Elle frappait en même temps l'esprit des indigènes et leur donnait une sorte d'admiration respectueuse pour ces paisibles négociants, ces agriculteurs, ces médecins qui du jour au lendemain prenaient l'uniforme des guerriers.

A cette excellente mesure, le Maréchal en ajoutait d'autres dont nous aurons à parler bientôt. C'était d'abord la continuation des grands travaux entrepris, l'expansion économique encouragée par des foires périodiques.

L'état de siège enfin dans la zone soumise armait le Résident Général de tous les pouvoirs, et lui permettait de traquer les espions allemands et de contrebalancer efficacement la pro-

(1) *Marrakech dans les palmes* A. Chevrillon.

pagande de nos ennemis en montrant la fausseté des nouvelles qu'elle lançait dès les premiers jours.

Dans la zone insoumise, le Maréchal masqua la pénurie de ses effectifs par le mouvement. Des colonnes d'une très grande mobilité parcoururent le front jalonné par nos postes et donnèrent aux dissidents l'impression d'une ligne fortement tenue.

Grâce à ces dispositions, les derniers mois de l'année 1914 s'écoulèrent assez paisiblement sans la ruée générale que l'on appréhendait. Une seule affaire mal engagée échoua sur le front du Moyen-Atlas au guet-apens d'El-Herri.

A cette époque, la zone soumise avait été portée au Sud jusqu'à Agadir et à la Vallée du Sous. Elle s'étendait jusqu'au Grand Atlas qu'elle longeait, puis suivait la ligne générale Sud-Ouest, Nord-Est du Moyen-Atlas, jalonnée par les postes de Kasbha-Tadla, Khénifra, Azrou, Taza, pour redescendre ensuite suivant une orientation Nord-Sud s'infléchir parallèlement à la Haute-Moulouya.

On pouvait partager ce front immense en trois parties d'importances inégales. Il y avait un front Nord faisant face à la zone espagnole, qui fourmillait d'agitateurs allemands et germanophiles. Au début de 1915, nous y étions menacés, du Gharb à Taza, par les contingents fanatisés de Raissouli et d'Abdel-Malek.

Raissouli est le plus connu des deux, sa renommée de brigand coupeur de routes est solidement établie. Provisoirement à la solde de l'Espagne, il l'était aussi de l'Allemagne et entretenait des relations suivies avec les chefs dissidents

de notre zone, entre autres avec Abdel-Malek? Celui-là est le dernier fils d'Abdel-Kader, il naquit aux environs de 1870. C'est un petit homme très ombrageux et excessivement fier de sa ressemblance avec son glorieux père. Au moment où la guerre éclata Abdel-Malek, qui faisait déjà une opposition sourde au gouvernement du Magzen, écouta d'une oreille complaisante les suggestions allemandes. Cependant, ce ne fut qu'en janvier 1915 qu'il se décida à entrer en révolte ouverte et à gagner la Montagne riflaine. Sa première campagne fut désastreuse, ce fut l'affaire de Souk-el-had près du poste de Bab-Morudj, attaqué par les groupes mobiles de Fez et de Taza sous les ordres du Colonel Simon, il perdit son Camp et dû s'enfuir dans le Nord, mais il sauva son trésor de guerre ce qui, pour lui, était le principal. Ceci se passait en 1916. Cette opération dégagait momentanément Taza. Elle fut complétée par une série d'actions offensives menées contre les Riatas et les Beni-Ouarrains et rendues particulièrement pénibles par le caractère montagneux de la région.

En 1918 l'effort allemand dans la zone espagnole se manifesta par une recrudescence d'activité des dissidents sur notre front Nord. Abdel Malek ravitaillé abondamment à Melilla par les agents du prince de Ratibor, Ambassadeur d'Allemagne à Madrid, malgré les réclamations impuissantes du Résident espagnol, rentre en campagne.

Nous repoussons encore ses contingents dans leurs montagnes et nous élargissons la trouée Fez-Taza en portant nos postes à 9 kilomètres en moyenne au sud de l'Oued Innaouen et à 25 kilomètres au nord.

Face à notre front est, se dresse le Moyen-Atlas habité par les Chleuh et les Brabers. C'est un massif à l'orographie tourmentée, qui se soude au Haut-Atlas vers Demnat, l'accompagne jusqu'aux sources de la Moulouya et s'infléchit ensuite vers le Nord est ; ses contreforts viennent border la trouée de Taza.

En 1914, à part l'affaire malheureuse d'El-Herri, nous étions contentés de tenir en respect les montagnards de ce massif. En 1915, nos colonnes mobiles pénétrèrent sans trop de résistance dans la vallée de l'Oued Guigo (c'est le nom du haud Sebou) et en bordèrent la vallée en y établissant les postes fortifiés de Timhadit, Ain-Leuh, Ait-Lias, tous situés à l'orée de la grande forêt de cèdres.

Les résultats stratégiques poursuivis à cette époque étaient l'encercllement du massif des Brabers, la fixation de la masse chleuh, et enfin la percée au centre entre ces deux masses.

Devant les Brabers, notre armature était constituée par les postes de Matamata, de Sidi-Bou-Knadel, d'El-Menzel. En face des chleuhs, les postes de Khénitra et de Kasbah Tadla interdisaient aux Zaïans la vallée de l'Oum-er-Rebia.

Notre front oriental était donc fortement tenu. Il restait à tourner les Brabers et à les séparer des Zaïans. Ce résultat fut atteint en 1917. Tandis que le général Aubert tenait en respect Abdel-Malek dans la zone espagnole, par la création d'une série de block-haus et protégeait ainsi les travaux de la voie ferrée et de la route de Fez à Taza qui étaient activement poussés, des groupes mobiles, partis en juin 1917 de Fez et de Bou-Denib opéraient leur jonction sur la haute

Moulouya. Cette jonction était renouvelée en octobre et complétée par la liaison opérée à Misour entre les groupes mobiles d'Oudjda et de Bou-Denib. La création des postes d'Itzer et de Midelt, dans la haute Moulouya et d'Outat-Ouldd-el-Hadj sur la moyenne Moulouya établissait d'une façon définitive notre emprise sur ces régions, et complétait l'encerclement des partisans de Moha-ou-Saïd, définitivement séparés des Zaïans de Sidi-Raho et d'Hammou.

L'année 1918 est marquée sur le front du Moyen-Atlas de la même recrudescence d'activité que sur le front nord. Les Chefs dissidents Moha, Sidi-Raho, Hammou, abondamment ravitaillés par les agents allemands de Larache recommencent à s'agiter. Ce sont des adversaires dangereux. Moha-ou-Hammou est un vieillard de plus de 70 ans, jadis c'était un petit Chef de Tribu, un simple cheick de l'Atlas. Le Sultan Mouley-Hassan fit sa fortune en lui donnant le titre de caïd et, avantage plus positif, en lui faisant cadeau de fusils modernes alors que dans le reste du pays on ne se servait que de mauvais moukhalas, à pierre ou à capsules.

Moha jouit dans ce pays des zaïans du prestige de l'homme fort. Il a pu faire fléchir devant lui les vieilles coutumes anarchiques des berbères et son pouvoir est absolu. L'influence de Sidi Raho est plus difficile à saisir. Elle ne s'appuie pas sur la force des armes mais sur la religion. Ses congénères le considèrent comme un saint et l'entourent d'une affection mystique, surtout les femmes. Enfin, c'est un irréductible, il incarne en lui tout ce que le patriotisme de ces peuplades a de plus farouche et de plus exalté.

Pour parer à cette levée générale de boucliers, le groupe mobile de Meknès se remit en campagne, refit la liaison avec le groupe de Bou-Denib et bouscula au col de Tarzeft les harkas berbères qui voulaient s'opposer à sa marche. Il installa enfin un nouveau poste à Kasbah-el-Makhzen, au cœur de la dissidence.

Dans le Sud, notre front n'est qu'un immense décor en 1914 « il en a la splendeur et la fragilité ». Ne pouvant occuper le pays avec des effectifs inexistantes ou presque, (une vingtaine de compagnies réparties entre Marrakech, Agadir et Magador) le Maréchal Lyautey remplaçait l'action militaire par l'action politique.

Il prit à sa solde les grands caïds qui lui répondirent de la sécurité du pays. Leurs harkas maintinrent dans leurs montagnes les dissidents et leur madhi El-Hiba. Le plus puissant de ces grands Seigneurs féodaux Si-Madani-et-Glaoui, mérite une mention spéciale. Chef de la puissante confédération des Glaouas et possesseur de territoires aussi grands que plusieurs départements français, si Madani-el-Glaoui avait aidé jadis Moulay-Hafid à détrôner Abdel-Aziz ; son influence était immense dans toute la région de Marrakech, dont son frère était Pacha et Gouverneur. De son attitude dépendait la sécurité de notre front sud. Le 2 août 1914, le Général de Lamoth, Commandant de la Contrée, le recevait avec d'autres Seigneurs de moindre importance pour être fixé sur ses intentions : « Si-Madani prit le premier la parole, il y avait là beaucoup de personnages, pleins d'inquiétude et hésitants, son discours ne fut pas long. Cet homme, qui se

faisait traduire les journaux importants d'Europe, avait une idée très claire des forces qui allaient s'affronter, et il ne lui échappait pas que les risques étaient grands pour nous. Mais la question dit-il n'était pas de préjuger aujourd'hui quel serait le vainqueur ou le vaincu ; en signant le protectorat le Maroc avait attaché sa fortune à la nôtre. L'heure était venue de montrer sa loyauté... Un de ses parents lui ayant fait plus tard remarquer qu'en échange de son concours, il aurait pu demander certains avantages pour les siens Si-Madani répondit simplement, que s'il y avait dans sa famille des gens mécontents, il y avait aussi à Telouet des prisons dont on ne sortait jamais » (1).

Son loyalisme ne s'est pas démenti depuis et ses clients ont toujours été nos fidèles alliés, malgré la disparition de leur chef, mort de chagrin en apprenant la perte de son fils, le Pacha de Demnat, tué en 1918 dans un combat contre les dissidents.

Sur le front sud, notre grand ennemi était El-Hiba. Malgré sa défaite de Sidi-Ben-Outhman par la colonne Mangin, il n'avait pas perdu tout espoir de rentrer en vainqueur dans Marrakech. En 1914, l'Allemagne dépêcha un de ses sous-marins à l'embouchure de l'Oued-Draa pour y débarquer du matériel de guerre. Cette expédition échoua complètement, mais notre ennemie obtint néanmoins un résultat, celui de surexciter l'esprit belliqueux des partisans du Madi, qui proclama la guerre sainte et vint se briser avec ses

(1) Marrakech ou les Seigneurs de l'Atlas, frères Laraud.

karkas contre les forces de notre ami, le pacha de Taroudant.

Une seconde tentative des sous-marins allemands n'aboutit pas plus que la première, mais amena encore une nouvelle attaque d'El-Hiba contre la mehalla du Pacha de Taroudant au défilé d'Azegouaghen, dans le grand Atlas. El-Hiba enregistra cette fois un succès, le Pacha fut tué et sa mehalla dispersée. Nous ne pouvions rester sur un échec, le 24 mars 1917, le général de Lamoth franchissait le Haut-Atlas, atteignait l'Oued Sous et battait complètement les harkas dissidentes à Ouïjjane à l'Ouest de Tiznitt. El-Hiba laissa deux cents morts sur le terrain. Sans se laisser décourager, notre vieil adversaire revint à la charge à Bou-Naamane et perdit encore 1.200 des siens. Complètement défait cette fois il retourna dans son repaire de Kerdous où nos avions le bombardèrent.

La victoire de Bou-Naamane mit fin à la Campagne madhiste. Nos colonnes repassèrent l'Atlas « laissant le Sud « du Maroc tout sonore de nos prouesses et désormais « averti selon l'expression d'un caïd du Sous que les Français « sont maîtres de la mer, du désert, de la montagne et même « du ciel ».

L'année 1918 se manifesta dans le Sud comme sur les autres fronts par une vive effervescence des tribus Berbères. Un chérif suscité par les agents allemands souleva contre nous la grande confédération des Ait-Atlas, qui occupe le pays situé entre le Dadès et le Tafilet, au Sud de l'Atlas. La palmariaie du Tafilet fut menacée, deux colonnes mobiles furent

lancées sous les ordres du colonel Doury et du général de Lamoith pour la protéger.

Grâce aux mesures prises la situation fut complètement rétablie au début de l'année 1919.

Les efforts du Résident Général et de nos contingents, nous avaient permis d'occuper à cette date 240.000 kilomètres carrés de terre marocaine.

En 1908 nous en occupions seulement 120.000.

Mais, ce qui rend le mieux ce résultat saisissant ce ne sont pas les chiffres, mais la carte politique du Maroc fournie par le rapport de 1920 du Résident Général. Notre progression année par année, y est soulignée par des hachures différentes. On la voit partie de deux côtés opposés, de Casablanca en 1917, et des confins algéros-marocains, s'étaler petit à petit en profondeur dans la plaine, s'infiltrer au creux des vallées, encercler les massifs montagneux du Moyen-Atlas, refouler les rifains dans leurs montagnes, puis se joindre en un seul faisceau, une première fois à Taza, puis entre Meknès et Bou-Denib, enfin déborder vers le Tafilet le désert du Sahara.

CHAPITRE II

ORGANISATION DU PROTECTORAT (1914-1918)

Nous avons vu les résultats obtenus par le général Lyautey et ses collaborateurs dans l'œuvre d'occupation et de conquête militaire. Nous allons aborder maintenant à grands traits leur œuvre administrative.

Pour se faire une idée de ce qu'était le protectorat en août 1914 et juger des progrès réalisés, il est indispensable de remonter un peu en arrière.

I. De l'ancien Makhzen. — Le Gouvernement de l'ancien Makhzen était théocratique et patriarcal.

Le Sultan de la Dynastie des Allaouïtes succédait directement aux dynasties lointaines des Almoravides, des Almohades et des Mérénides, dont l'empire avait englobé un moment l'Algérie et une partie de l'Espagne. Il était commandeur des croyants comme le Sultan de Constantinople et comme lui encore Khalife, c'est-à-dire chef religieux de l'Islam. Mais alors que les Sultans turcs ne pouvaient prétendre, vis-à-vis des arabes, à la primauté religieuse, parce qu'ils n'étaient pas descendants du prophète, le Sultan du Maroc au contraire était chérif, issu par une

filiation indiscutable de Mahomet ou tout au moins de la Tribu arabe de Quoreich. Cette qualité faisait de lui l'Iman couronné au nom duquel se disait la prière. Son influence de Pontife était beaucoup plus importante que son pouvoir temporel. Elle s'étendait aux tribus berbères insoumises qui peuplaient le bled-el-Siba.

Le bled-el-Makhzen ou région soumise ne comprenait en effet que les pays de plaines de la Chaouia, des Doukkalas, du Gharb et du Haouz, ainsi que les territoires des tribus les plus voisines de Fez. Mais les limites respectives de ces deux régions n'étaient pas fixes, elles variaient avec le degré d'autorité du Sultan régnant.

Les Méhallas chérifiennes ne faisaient guère que des raids sans lendemain dans le bled-el-Siba. Ces raids coïncidaient généralement avec des périodes de déficit pour le trésor, le Bit-el-Mal qu'il s'agissait de combler et de prospérité pour les pays qu'on razziait.

Les caïds des régions momentanément conquises étaient généralement choisis dans les rangs des cheicks influents. Ils tiraient de l'investiture du Sultan un regain de puissance personnelle, dont ils se servaient pour pressurer davantage leurs populations ; tel était le résultat le plus clair de ces expéditions. « Les Méhallas labourent la mer » dit un proverbe marocain et ce dicton resta vrai jusqu'à l'occupation française.

Quelles étaient donc les raisons qui empêchaient le vieux Makhzen de transformer en conquêtes politiques durables les résultats parfois brillants de ses victoires militaires ?

Ces raisons étaient d'ordres très différents. Elles tenaient au caractère des tribus berbères insoumises qui, comme nous l'avons vu, vivaient en pleine anarchie, à leur amour de l'indépendance, à leurs qualités militaires très réelles, et aussi à la nature montagneuse de leur pays très propice à la guerre de guerillas, ne pouvant être conquis définitivement que par l'occupation militaire.

Or, cette occupation n'avait jamais pu réussir, même avec un Sultan aussi énergique que l'était Moulay-Hassan, le père du Sultan actuel. Les quelques mokhaznis laissés au caïd avec leurs armes et munitions de guerre, à la suite d'une expédition dans le Moyen-Atlas ne tardaient pas à désertir la cause du gouvernement central, pour passer avec armes et bagages dans le camp des tribus qu'il s'agissait de maintenir dans l'obéissance.

La désorganisation du Makhzen et la mauvaise administration de la région soumise ne pouvaient qu'inciter aussi les révoltés à persévérer dans leur rébellion. Le Sultan était en effet le plus absolu des souverains musulmans, il gouvernait despotiquement, assisté de secrétaires dont quelques-uns avaient le titre de Vizirs.

Au nombre de cinq ces Vizirs dirigeaient l'Intérieur, les Affaires Etrangères, le ministère des Réclamations, le ministère de la Guerre et le ministère des Finances.

Les caïds des tribus, les gouverneurs des villes, tout ce qui ressortait enfin à la politique intérieure de l'Empire, faisait partie des attributions du grand Vizir. Mais en dehors de ces questions, son influence pouvait s'exercer dans des do-

maines très différents. Elle n'était pratiquement limitée que par le bon plaisir du souverain. Etait-il bien en cour ? Le Sultan lui-même, ou quelqu'un de la famille impériale épousait sa fille ou la dotait. Tous ses parents étaient nantis des plus hautes charges de l'Etat. Il pouvait lui-même se considérer souvent comme plus puissant que le Sultan.

Mais, insensiblement, la roue de la fortune tournait et le Grand Vizir se réveillait un beau matin dépouillé de tous ses titres et dignités, bien heureux s'il avait la vie sauve.

Tel fut le sort de Si-Madani-el-Glaoui, qui avait tant aidé Moulay-Hafid à détrôner son frère Abdel-Haziz, et le souvenir de cette disgrâce retentissante ne contribua pas pour peu à maintenir ce puissant caïd du Sud dans notre alliance malgré les sollicitations intéressées d'El-Hiba.

Le ministre des Affaires Etrangères ne prenait ce titre que dans ses relations avec les étrangers qui le lui avaient donné pour définir ses fonctions. On l'appelait « Ouzir-el-Bahr » littéralement « Ministre de la Mer ». Ce titre était un vieux souvenir de l'époque barbaresque, où les questions de rachat des captifs et de commerce avec les ports marocains, faisaient le fond de toutes les discussions extérieures. Sa fonction, à l'époque contemporaine, avait perdu tout caractère maritime, il s'occupait des réclamations des légations européennes et des négociations avec les agents diplomatiques.

Le ministre des Réclamations « Ouzir-eck-Chi-Kayat » n'était souvent qu'une espèce de Secrétaire du Grand Vizir, il recevait les plaintes des tribus ou des particuliers.

Le fonctionnaire que les européens décoraient du titre de ministre de la Guerre « el-Alaff », c'est-à-dire « Intendant », n'était pas en réalité un Vizir, mais plutôt un Intendant Général chargé, non pas de la conduite des opérations militaires comme un chef d'armée, mais du paiement de la solde des différents Corps de Troupe et de leur administration intérieure.

L'armée n'existait du reste qu'à l'état tout à fait rudimentaire, quelques bataillons réguliers recrutés dans les tribus voisines de Fez, tribus qui, en raison de ce service étaient exemptes d'impôts, formaient son noyau le plus compact.

Les tribus soumises de la plaine fournissaient aussi des contingents, mais seulement en cas d'expédition. Abdel-Haziz avait essayé pendant son règne de grossir cet embryon d'armée par des tabors chérifiens sous le commandement d'officiers européens. Ces troupes appelées tabors du colonel Mac-Lean, du nom d'un de leurs chefs, mal payées, rendirent peu de services.

Mais, peu importait au Makhzen la faiblesse numérique de ses troupes. Leur rôle ne consistait pas à défendre le Magreb contre l'agression étrangère. Les discussions entre les puissances le protégeaient mieux que n'auraient pu le faire les harkas les plus nombreuses. Les troupes marocaines devaient prêter main-forte aux agents chargés de faire rentrer l'impôt, c'était ce qu'on appelait, en style imagé, « faire suer les burnous » et, au besoin, razer les douars si les dissidents se montraient de trop mauvaise composition.

Le ministre des Finances n'avait, pas plus que le ministre

de la Guerre, droit au titre de Vizir. On lui donnait celui « d'Amin-el-Qumana », il remplissait les fonctions d'un Trésorier Payeur Général. Le budget étant inexistant, son rôle consistait seulement à centraliser le montant des recettes, qu'il versait au « Bit-el-Mal », « Trésor », et à prendre note des dépenses. Comme sous l'ancienne monarchie en France, les Finances de l'Etat marocain se confondaient avec le Trésor particulier du souverain qui y puisait sans compter, pour son entretien personnel et celui de sa nombreuse famille.

Chacun des Ministres était assisté d'une dizaine de secrétaires. Il siégeait sans aucun appareil et les affaires publiques étaient traitées avec la simplicité d'un gouvernement patriarcal.

Les différentes résidences impériales de Fez, de Meknès, de Rabat et de Marrakech comprenaient une cour appelée méchouar, attenante aux bâtiments privés. Sur cette cour s'ouvraient un certain nombre de salles, sans aucun ornement. Chacune de ces salles servait à un Ministère, « Bénicas ». Le Vizir prenait place au centre, ayant autour de lui ses secrétaires et leur distribuait le travail. Les solliciteurs introduits dans le méchouar par des gardes « méchourias » attendaient leur tour au dehors. Enfin, à proximité, se tenait le Sultan, dans un appartement séparé. Il recevait là les Ministres qui venaient lui rendre compte de leur gestion. Les archives étaient emballées dans des caisses presque tout le temps, parce que le gouvernement était très souvent nomade. Les déplacements duraient des mois, le Sultan se transpor-

taut d'une capitale dans une autre, ou bien, il organisait une expédition militaire (harka) pour châtier les tribus hostiles et faire rentrer l'impôt. Dans ces différents cas, les Bénicas des Ministres, c'est-à-dire les Ministères sédentaires, étaient remplacés par des tentes qui entouraient l'Afrag impériale et les affaires se traitaient comme à la ville. L'administration du bled-el-Makhzen était aussi simplifiée que le gouvernement central.

Chaque ville ou tribu un peu importante avait à sa tête un caïd ou pacha qui était chargé de la police et aussi de la perception des impôts. Pour l'assister, il y avait un assesseur secrétaire et quelques mokhaznis. Dans les pays berbères, l'autorité du caïd était généralement contrôlée et même parfois anihilée par la « Djemaa », assemblée des notables ».

L'organisation judiciaire était réduite, comme dans tout l'Islam, au seul Cadi, qui se chargeait seulement, il est vrai, des affaires civiles. La justice répressive se confondait avec la police et rentrait dans les attributions des caïds.

2. Réorganisation de l'administration indigène. — Tel était donc, dans ses grandes lignes, le gouvernement marocain, quand le général Lyautey arriva à Fez le 24 mai 1912, avec des pouvoirs illimités. Il trouvait la ville en pleine insurrection et assiégée par les tribus berbères limitrophes, le Sultan devenu complice de cette rébellion qu'il avait causée par ses exactions et enfin, derrière cette agitation, dans l'ombre, la main de l'Allemagne qui, publiquement recon-

naissait la légitimité de notre action et secrètement prenait à sa solde les révoltés.

Tandis que Gouraud débloquait Fez par une vigoureuse opération militaire, Lyautey n'hésita pas à faire déposer Moulay-Hafid quand sa mauvaise foi fut bien établie ; mais il s'attacha, en le détrônant, à sauvegarder les formes rituelles. Ce furent les chefs religieux, les Oulémas, Grands Maîtres des Mosquées et des « Médersas » « Universités de Fez » qui proclamèrent après la déchéance du Sultan régnant, son successeur Moulay-Youssef et lui donnèrent l'investiture coranique.

Par cet acte énergique et en même temps respectueux des usages indigènes, Lyautey préluda à la réforme du gouvernement chérifien. Moulay-Youssef était le frère de Moulay-Hafid. Maintenu, comme tous les proches parents du monarque soupçonneux dans une demi-captivité, à proximité des Palais Impériaux, il ignorait tout du pouvoir qu'il allait être appelé à exercer. C'était en outre un homme doux et pieux, assez peu enclin à accepter les charges que comportait sa nouvelle situation. Il doutait de lui-même et se roidissait instinctivement contre l'influence étrangère. Le Résident Général usa de toute son autorité, pour éduquer le nouveau Sultan, lui inspirer confiance et lui donner en même temps le goût des responsabilités. Il le poussa à sortir de son isolement. Sur ses conseils, Moulay-Youssef se montra à Marrakech, à Fez et enfin à Rabat dont il fit sa résidence principale. A chaque déplacement de Sa Majesté chérifienne on déploya l'étendard vert du prophète, une nombreuse suite

l'accompagna pour lui servir d'escorte, et, comme par le passé, il reçut le serment de fidélité des tribus vassales et des Grands Caïds.

Cet appareil de puissance et ce prestige que Lyautey entendait assurer au Makhzen non seulement dans le domaine religieux, mais aussi dans le gouvernement intérieur du Maroc, n'était-il pas un simple trompe-l'œil, destiné à faciliter l'absorption complète d'un pays, hier encore si jaloux de son indépendance ?

Il n'en était rien et nous rapportons ici les propres paroles du Général : « Le Maroc est un Protectorat et ce n'est pas « une formule théorique et de transition, mais une réalité « durable, la pénétration économique et morale d'un peuple, « non par l'asservissement à notre force ou même à nos « libertés, mais par une association étroite dans laquelle nous « l'administrerions dans la paix par ses propres organes de « gouvernement suivant ses coutumes et ses libertés à lui (1). »

Voilà ramassé en une seule formule le programme de réorganisation du vieux Makhzen. La tâche n'était pas facile, il fallait élaguer de cet arbre trop touffu les branches inutiles, sans néanmoins diminuer sa vitalité et aussi le greffer de nouveaux organes pouvant s'harmoniser avec son essence propre.

On alla d'abord au plus pressé, et tout ce qui ne faisait pas double emploi avec les services du Protectorat, fut conservé. Le Traité du 30 mars 1912 fut la Charte de cette réorganisation.

(1) *La France au Maroc*, par Berthe Georges-Gaulis.

Le Grand Viziriat fut maintenu avec à sa tête le Grand Vizir et un Directeur. Il comprend en outre à l'heure actuelle un délégué de l'enseignement et seize secrétaires. Afin d'assurer la régularité et le bon fonctionnement du Grand Viziriat, le Bureau européen des Affaires Indigènes, délègue deux de ses fonctionnaires dans ses services. Leur mission consiste à contrôler l'expédition des affaires, l'enregistrement de la correspondance et la tenue des archives. Ils sont aussi chargés d'éduquer leurs collaborateurs indigènes, de leur inspirer le goût de l'ordre et de la méthode. Grâce à leurs bons offices, le vieux Makhzen central fonctionne d'une façon satisfaisante. Le méchouar et les bénicas avec leurs formes patriarcales et primitives ont disparu. Chaque Ministère a été doté d'une autonomie bien plus grande. Il y a des heures de bureau régulières et une délimitation rigoureuse d'attributions.

Le ministère de la Guerre « l'Allaf », les directions chérifiennes des travaux publics, du tertib et les postes de Conseillers à la Bénica du Grand Vizir ont été abolis après une courte période de transition. Le ministère des Finances comprend actuellement le ministre, un délégué aux domaines et onze secrétaires.

Le ministère de la Justice comprend également le ministre et 5 secrétaires. Nous parlerons plus loin de l'organisation de la Justice chérifienne avec celle du Protectorat.

Avec ses différents ministères le Makhzen central a encore deux rouages essentiels, la Direction Générale des Habous ou des fondations pieuses comprenant un directeur général

et 9 secrétaires et la Direction de l'Interprétariat Général avec un interprète chef du protocole assisté d'un secrétaire. Enfin on a rattaché à ces grandes directions le Conseil des Affaires Criminelles dont le Grand Vizir est président, assisté d'un vice-président, de 2 conseillers, de 2 suppléants et d'un secrétaire et le Conseil Supérieur d'Oulemas composé de 3 membres titulaires, de 2 suppléants et d'un secrétaire.

Les organes de contrôle du Protectorat chargés de surveiller la bonne marche de ces différents services, sont le Contrôle du Grand Viziriat, dont nous avons déjà parlé, le Contrôle de la Liste civile et le Contrôle du Personnel Indigène.

Le Contrôle de la Liste civile est assuré par des fonctionnaires chargés de régler l'emploi des pensions accordées au Sultan et à la maison chérifienne. L'institution de la Liste civile du Souverain est copiée au Maroc sur celle des pays européens.

Autrefois, les revenus du Sultan se confondaient avec ceux du Bit-el-Mal, c'est-à-dire avec le trésor de la communauté musulmane. En l'absence de budget les dépenses comme les recettes échappaient à tout contrôle financier et la majeure partie des revenus d'Etat était absorbée par les dépenses qui incombent aujourd'hui à la Liste civile.

Cette liste s'élève à la somme de 4.300.000 francs dont il faut déduire 375.000 francs attribués à l'entretien de la famille et du personnel de l'ex-Sultan Moulay-Hafid, installé à Tanger et que Moulay-Youssef a déclaré vouloir prendre à sa charge.

Les services extérieurs du Makhzen ont été aussi réorganisés à l'image du Makhzen central. Tous les fonctionnaires sont maintenant payés par le Protectorat, alors que sous l'ancien régime c'était tantôt le Sultan lui-même, tantôt les pachas ou les khalifats qui se chargeaient de ce soin, d'où des denis de justice sans fin, le traitement n'étant presque jamais en rapport avec la fonction.

Le contrôle de ce personnel est exercé par le Bureau de l'Administration indigène.

Grâce à son action, le bon plaisir et l'arbitraire qui étaient les seules règles autrefois dans la nomination et l'avancement des fonctionnaires et qui entraînaient avec eux les vices inhérents à pareils systèmes, le trafic d'influences, la concussion, la dilapidation des deniers de l'Etat, ont fait place à un Statut régulier, confirmé par un dahir du Sultan, en date du 1^{er} mai 1914 et qui stipule que tous les fonctionnaires marocains sont nommés ou révoqués par dahirs ou arrêtés viziels après entente préalable avec le secrétaire général du gouvernement chérifien.

Ce secrétaire général qui porte le titre de Conseiller du Gouvernement chérifien est à la tête des différents services de contrôle dont nous avons déjà parlé. Il remplit un rôle de liaison entre l'administration française et l'administration chérifienne. D'une part, il assiste à tous les conseils des Vizirs présidés ou non par le Sultan et veille à la bonne marche des affaires courantes par le Bureau des Affaires Indigènes ; c'est sous sa direction que l'avancement des agents centraux et extérieurs du Makhzen a été régularisé et que les traite-

ments ont été uniformisés pour fonctionnaires du même grade. D'autre part, le Conseiller du Gouvernement chérifien est chargé des rapports des fonctionnaires français avec le Makhzen, de la Justice Indigène et du Contrôle des Etablissements de l'Enseignement Musulman. Il présente aussi au Makhzen et au Sultan, les mesures prises ou proposées par l'administration française de manière à les mettre en mesure de les étudier et de faire connaître leurs vues sur les répercussions que ces décisions peuvent avoir sur la population indigène. Il les leur fait enfin sanctionner.

Sa Majesté Moulay-Youssef facilite grandement par son action personnel ce travail de réorganisation. Assisté de ce Conseiller du Gouvernement chérifien il marque un intérêt très vif pour toutes les questions qui se posent journellement dans son pays. Chaque semaine il préside le Conseil des Ministres ainsi que le Conseil de Contrôle du haut enseignement musulman.

Les dahirs analogues à nos décrets présidentiels, préparés par les bureaux du Makhzen central émanent du Sultan et sont revêtus de son sceau. Ils lui sont présentés par le Grand Vizir et contresignés pour promulgation par le Conseiller du Gouvernement chérifien.

Les arrêtés viziriels sont signés par le Grand Vizir et contresignés aussi pour promulgation par le Conseiller.

Avec les questions purement administratives dont nous avons déjà parlé, le Grand Vizir a encore dans ses attributions, les nominations, révocations, les mesures disciplinaires concernant les caïds, pachas et autres fonctionnaires chéri-

fiens, le contrôle de la juridiction des pachas et caïds, des tribunaux et institutions rabbiniques. Les grâces ou réductions de peine sont également de son ressort.

Le Grand Vizir actuel est Sidi-el-Hadj-el-Mokri. C'est un homme d'Etat dans toute l'acception du mot. Sa vive intelligence, ses fréquents séjours en France, ses relations intimes avec les milieux politiques français, lui ont permis de s'assimiler le meilleur de notre civilisation. C'est un très bon auxiliaire du Résident Général.

3. De l'Administration française. — Les pouvoirs du résident sont fixés par un décret du Président de la République du 11 juin 1912. Il les exerce à un double titre. Il est d'abord dépositaire de tous les pouvoirs de la République dans l'Empire chérifien et agent de Contrôle supérieur chargé de veiller à l'observation du Traité de Protectorat. C'est à ce titre, qu'il approuve et promulgue au nom du Gouvernement de la République les décrets rendus par le Sultan.

Il joue en second lieu le rôle de Ministre du Sultan pour tous les départements supprimés comme incompatibles avec l'exercice du Protectorat. Il est donc ministre des Affaires Etrangères « seul intermédiaire du Sultan auprès des puissances étrangères ». Il est également ministre de la Guerre Commandant en Chef des forces de terre marocaines et a, à sa disposition, les forces navales. Enfin il est Chef de l'Administration française du Protectorat.

Toute cette administration relève directement du haut fonctionnaire délégué à la Résidence et Secrétaire général du

Protectorat qui centralise et coordonne l'action des divers services, conformément au décret du 19 mai 1917. Ce secrétaire général assume aussi la Direction du Service du Personnel des Etudes législatives et du *Bulletin Officiel*

Tous les rouages qui composent l'administration française marocaine se divisent en deux catégories : les services centraux et les services extérieurs.

Les services centraux comprennent : les services d'administration générale, les services financiers, les services d'intérêt économique, les services d'intérêt social. Les services d'administration générale se subdivisent en deux grandes directions : la direction des affaires civiles qui a dans ses attributions le contrôle civil des administrations chérifiennes locales, les municipalités, le service des plans de ville, la police générale, l'assistance publique et le service pénitentiaire. La direction des renseignements et des affaires indigènes qui s'occupe des questions concernant les indigènes au double point de vue politique et administratif et dirige les bureaux de renseignements, organes de contrôle local dans les territoires encore administrés par l'autorité militaire. Les services financiers comprennent d'abord une direction générale des finances dont relève le service du budget et de la comptabilité, le service de l'ordonnancement, le service des impôts et les caisses de prévoyance, le service de l'enregistrement et du timbre ensuite la Trésorerie générale et les recettes locales des finances qui assurent la perception, enfin le service de Trésorerie de l'Etat chérifien.

Les services d'intérêt économique comprennent :

La direction générale des travaux publics, le service des Ponts-et-Chaussées, Ports, Aconages, Routes, Chemins de Fer, Service des Mines, Service de l'Architecture, Instituts Scientifiques. La direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation a dans ses attributions, outre les services de la colonisation et de l'agriculture proprement dite, ceux de l'élevage de l'hydraulique et des améliorations agricoles, et aussi ceux de la répression des fraudes. Elle s'occupe aussi des laboratoires de chimie, du service du commerce et de l'industrie auxquels sont rattachés les bureaux économiques et les bureaux des brevets, inventions et marques de fabriques. Le Service des Eaux et Forêts, le Service des Domaines qui s'occupe de la gestion du Domaine privé, le Service de la Conservation foncière, chargé de la tenue des registres fonciers et de l'immatriculation des terres, les services des Postes, Télégraphe et Téléphone, le Service Géographique.

Les Services d'intérêt sociaux comprennent : la Direction de l'enseignement ; établissement de l'enseignement secondaire, lycées et collèges musulmans, école supérieure de Rabat, écoles primaires françaises et franco-arabes, enseignement professionnel ; la direction générale du service de santé, l'assistance médicale, hôpitaux européens et indigènes, infirmeries indigènes, dispensaires et laboratoires, groupements mobiles médicaux, pharmacies centrales et inspecteurs de pharmacies, campagnes prophylactiques, services sanitaires maritimes ; la direction des beaux-arts, antiquités et monuments historiques.

Les Services extérieurs sont assurés, partie par l'autorité civile, partie par l'autorité militaire, le Maroc n'étant pas encore entièrement pacifié.

Le maréchal Lyautey s'est inspiré, pour cette organisation, des principes de large décentralisation qui ont toujours dirigé sa politique coloniale.

La zone civile comprend les régions de la Chaouia, de Rabat, le contrôle civil indépendant des Doukkalas, des Abda, la région d'Oudjda. Ces régions se subdivisent elles-mêmes. Pour Rabat, ce sont les Contrôles civils de Rabat-banlieue, de Salé, de Kénitra, de Méchra-el-Ksiri, de Petitjean. Pour la Chaouia, ce sont les contrôles civils de la Chaouia nord, de Casablanca, de Settat. Pour la région d'Oudjda, ce sont les Contrôles civils de Oudjda, de Berkana, d'el-Aïoum, de Berguent.

La zone militaire comprend : les cercles de couverture du Gharb, la région de Mekhnès, le territoire du Tadla, le territoire de Bou-Denib, la région de Fez, la région de Taza, la région de Marrakech.

Voilà pour la réorganisation de l'administration Makhzénienne et l'organisation française proprement dite, c'est-à-dire pour ce qui ressortirait en France du ministère de l'Intérieur.

4. De la justice indigène. — Les réformes ne se sont pas arrêtées à ce département. Quoique l'ancien Ministère de la Justice ou ministère des Plaintes ait été conservé comme ministère Makhzen, il a subi une refonte pour ainsi dire

complète dans ces services centraux. Le *Firman* du 31 octobre 1912, article 5 a pourvu à cet objet. Actuellement le Ministre chérifien de la Justice a sous ses ordres tous les cadis de l'Empire qui sont nommés et révoqués sur sa proposition par le Sultan.

Mais il n'y avait pas que l'administration centrale de la justice à réformer. L'administration judiciaire indigène tout entière était à réorganiser. Il y avait, en effet au Maroc avant le Protectorat, deux ordres de juridiction marocaine distincte, une juridiction canonique et une juridiction makhzénienne.

Il s'était passé, dans ce pays musulman une évolution du même ordre que celle dont nous pouvons constater les effets dans l'Histoire des Monarchies absolues d'Europe. Le Sultan exerçait à l'origine personnellement les deux pouvoirs civils et religieux, mais, plus tard, par suite de l'agrandissement des territoires ottomans, il dut déléguer l'exercice de ces deux pouvoirs à des mandataires.

Ces mandataires furent dans l'ordre religieux les célèbres jurisconsultes musulmans, Abou-Manifa, Malek, Chafei et Hù-Hanbal qui, avec certaines divergences de doctrines, fondèrent la juridiction coranique, en la traduisant sous forme de Sourates du Coran.

C'est la doctrine de Malek ou Rite Malékite qui a triomphé au Maroc.

La loi d'essence religieuse appelée Le Chra, au nom de laquelle les cadis rendent la justice, en sort tout entière. Le Chra régit plus particulièrement les questions qui intéressent

la condition des personnes et la dévolution des biens, entre autres, le Statut personnel, successoral et immobilier des musulmans, le mariage, la famille, l'héritage.

Le Juge chargé d'appliquer le Chra est unique au Maroc, comme dans tous les autres pays musulmans, c'est le cadi.

Le cadi avait au Maroc avant le Protectorat une compétence théoriquement illimitée. Il était juge de droit commun pour toutes les matières de droit musulman. *Ratione personæ*, sa compétence s'étendait même aux étrangers, quand il s'agissait de transmission de biens immobiliers. Cette extension de la compétence du cadi avait été confirmée par l'article 2 de la Convention de Madrid et l'article 60 de l'acte d'Algésiras.

Toutefois, des dérogations assez importantes avaient été apportées à cette règle, depuis l'établissement du Protectorat. C'est ainsi que le Dahir organique du 12 août 1913 prescrivait que les affaires immobilières où sont seuls en cause des ressortissants français ou des assimilés, seraient de la compétence des Tribunaux français du Protectorat.

Enfin les Dahirs du 12 août 1913 et 1^{er} juin 1915 créent une seconde exception, en faveur des immeubles immatriculés, dont la transmission s'effectue par inscription au livre foncier.

A part cette série de restrictions à leur compétence, sans parler de celles qui proviennent des capitulations en voie de disparition, les cadis sont juges de droit commun en matière immobilière.

Mais, dès le début de l'occupation, l'attention des services

techniques du Protectorat fut attirée sur leur procédure archaïque par trop insuffisante en garanties.

Cette procédure se ramenait à une série d'actes authentiques dressés par les Adouls (notaires) où étaient consignés les répliques successives des parties. L'authenticité de ces écrits était garantie par l'homologation du cadi. Il en était de même pour les jugements qu'il rendait. Les adouls en dressaient la minute et y certifiaient que telle était bien la teneur de la sentence prononcée par le cadi.

En dehors de toute sentence, c'était encore le cadi qui faisait établir par les Adouls tous les actes relatant les déclarations des comparants, qui constatait la passation des écritures et les authentifiait en certifiant la signature des notaires rédacteurs.

Les jugements du cadi étaient théoriquement en dernier ressort, la juridiction d'appel n'étant pas organisée. Cependant, le plaideur mécontent pouvait prendre un conseil d'Oulémas et, s'il était bien en cour, déférer même la sentence qui le condamnait au Sultan. Son affaire pouvait alors, dans certains cas très rares, être renvoyée pour être jugé à nouveau devant le Tribunal d'un autre cadi. Naturellement cette procédure était sujette à tous les abus des juridictions gracieuses, quand elles ne dépendent que du bon plaisir du souverain ou de ses familiers. En règle générale, au début du Protectorat, plusieurs critiques très graves d'ordre assez différent pouvaient être faites à la procédure du Chra.

Parmi ces critiques, les unes visaient la procédure elle-même, sa forme surannée, inutilement compliquée, son

formalisme étroit, son obscurité voulue qui embrouillait à plaisir les causes les plus simples, enfin le manque de réglementation du coût des pièces, des délais à observer, du rôle des assesseurs du cadi, Oukils, Muftis, etc... D'autres critiques pouvaient être faites sur les cadis eux-mêmes, dont on suspectait à bon droit la moralité et le savoir. Il était ensuite facile d'incriminer l'imprécision de leur compétence territoriale (Makhamas) sources de conflits d'attributions incessants, l'absence pratique de toute juridiction d'appel qui était encore aggravée par le fait que leur jugement, théoriquement en dernier ressort pouvait presque toujours être remis en question. Ce n'était qu'une affaire d'argent ou d'influence, le principe de l'autorité de la chose jugée n'étant pas connu du législateur musulman.

C'est pourquoi dès le début de l'occupation, on dut assurer le bon fonctionnement de la justice indigène. Il fallait alors protéger les intérêts de la colonisation naissante et ceux des collectivités, préserver aussi les européens, souvent peu au courant des usages du pays. Il fallait aussi empêcher la dilapidation des biens Makhzens ou Habous inaliénables par nature, en un mot, donner aux transmissions immobilières, le maximum de garanties compatibles avec les mœurs et les coutumes du pays. C'est dans ce but qu'ont été édictées plusieurs circulaires dont la première en date était du premier novembre 1912, complétée par le dahir du 7 juillet 1914 portant réglementation de la justice civile indigène et de la transmission de la propriété immobilière.

Ce dernier texte traite d'abord des questions proprement

judiciaires. Les fonctions de Mufti, d'Adel, d'Oukil sont bien délimitées. L'établissement et la conservation des actes authentiques sont réglementés. Il en est de même du tarif des honoraires dus pour leur rédaction et des voies de recours à exercer par les parties. La faculté laissée aux plaideurs de produire des consultations juridiques (Fétouas) est restreinte en ce sens que le juriste consulté doit répondre d'après l'opinion la plus communément admise. Ce qui a pour but d'éviter autant que possible la complication de la cause. Les Adouls ne peuvent plus exercer qu'après autorisation et certaines garanties de savoir et de moralité sont exigées. Il en est de même des Oukils (avoués) qui doivent être agréés et figurer sur une liste. La formalité de transcription par les cadis des jugements et actes établis par les Adouls est formellement exigée. Enfin, le coût des jugements, la marche des instances, les citations, les délais successifs à accorder aux parties ne sont plus laissés à l'arbitraire. Les sentences une fois rendues et transcrites ne deviennent exécutoires et définitives qu'après l'expiration des délais d'appel.

Ces appels sont interjetés à la requête des intéressés. Les jugements des cadis ruraux sont soumis dans les 45 jours au cadi de la ville dont ils dépendent. Ceux des cadis urbains dans les deux mois au ministre chérifien de la justice qui statue en dernier ressort après consultation du Conseil Supérieur d'Oulémas.

Ce Conseil prévu par le dahir du 20 décembre 1913 se compose de trois membres titulaires et de deux membres suppléants, il est présidé par le délégué du gouvernement

du Protectorat. Il a remplacé un grand conseil d'Oulémas composé d'une façon arbitraire par le Sultan et qui n'était que temporaire.

Dans sa seconde partie le dahir du 7 juillet 1914 complète les dispositions de la circulaire du 1^{er} novembre 1912, relative aux formalités à accomplir pour l'établissement de tout acte constitutif ou transmissif de propriété. Ces formalités consistent essentiellement en une enquête destinée à établir que l'immeuble ne fait partie d'aucune catégorie de biens inaliénables et qu'il n'est pas litigieux.

Pour réaliser l'acquisition d'un immeuble, l'acheteur doit s'adresser au cadi qui examine d'abord les titres de propriété du vendeur. Lorsqu'il les a reconnus réguliers, il écrit au Pacha ou au Caïd compétent qui s'assure que le bien n'est ni Makhzen ni Habou ni collectif, que le vendeur est en possession et qui s'informe aussi pour savoir s'il n'y a pas de contestations.

Renseigné sur ces différents points, le Cadi autorise les Adouls à passer l'acte de vente qu'il homologue après enregistrement.

En cas de contestation, l'acte de vente ne peut être établi qu'après un jugement tranchant la question de propriété.

Certains Cadis ruraux n'ont pas qualité pour instrumenter en matière immobilière. C'est alors au Cadi de la ville voisine qu'il faut recourir.

Les transactions immobilières sont enfin interdites dans les zones d'insécurité.

La troisième partie du dahir du 7 juillet 1914 s'occupe

de la désignation de contrôleurs spéciaux chargés de surveiller l'exacte application des règlements de la justice civile indigène, dont nous venons de citer quelques points particulièrement importants et aussi le tarif incorporé à ces règlements.

Ces fonctions sont remplies par des agents faisant partie du personnel technique des services judiciaires centraux. Ils ne doivent en aucune façon attenter à l'indépendance des Cadis dont le recrutement et les circonscriptions territoriales ont subi une refonte presque complète.

Des dahirs successifs ont en effet réorganisé les circonscriptions judiciaires en s'efforçant de les faire coïncider avec les divisions administratives. Les magistrats indigènes ont été soumis dans chaque région à la vérification de leurs capacités par des Commissions spéciales. Enfin, leur recrutement a été amélioré. Chaque grande ville de l'Empire a été invitée à dresser des listes de jurisconsultes qualifiés pour remplir les fonctions de cadis urbains. A Fez, l'Université de Karaouijin, centre intellectuel de tout le Maroc, est chargée d'opérer cette désignation parmi ses tolbas (étudiants) les plus méritants.

Outre cette juridiction canonique en matière civile, il y a aussi au Magreb une juridiction séculière.

Cette juridiction séculière était au moment de l'établissement de notre Protectorat, entre les mains des Pachas des villes et des Caïds. Les Motabasseb l'exerçaient aussi dans les centres urbains importants, mais seulement en matière commerciale, c'étaient des sortes de Prévôts des Marchands.

On pouvait faire en gros à ces juridictions les mêmes reproches qu'à celle du Cadi.

Dans les réformes qu'il a fallu faire, on s'est attaché à sauvegarder les habitudes traditionnelles des justiciables indigènes, sans user toutefois des mêmes ménagements que dans la refonte de la juridiction canonique.

La compétence des Caïds et Pachas s'étend surtout aux matières pénales et à la police administrative. Ils sont les dépositaires de l'autorité temporelle du Sultan, son bras séculier. Ils le représentent à la tête des villes et rendent la justice en matière répressive. Seules les infractions commises par les indigènes, en complicité avec des ressortissants français ou assimilés, ainsi que les faits qualifiés crimes dont sont victimes nos nationaux, échappent à leur juridiction.

Ils ne peuvent infliger à leurs justiciables marocains que des peines n'excédant pas un an d'emprisonnement et mille P. H. d'amende. Cependant les Pachas des villes de Mazagan, Saffi, Casablanca, Rabât, Salé, Meknès et Oudjda peuvent prononcer des condamnations de 2 ans d'emprisonnement et de 2.000 francs d'amende (dahir du 4 août 1918). Les infractions passibles de peines plus graves, énumérées dans ce même dahir du 4 août 1918, relèvent de la Chambre Criminelle du Haut Tribunal chérifien créé par le Protectorat et qui propose au Sultan la peine à infliger.

Les Pachas et Caïds jugent encore en matière civile immobilière et en matière commerciale, lorsqu'il n'y a pas un point de droit à trancher. Cette juridiction d'ordre administrative est souvent préférée, à cause de sa simplicité

et de sa rapidité à l'appareil archaïque de la procédure formaliste du Chra. Elle ne connaît que des contestations de droit commun entre indigènes, ou entre un demandeur ressortissant d'une puissance capitulaire et un défendeur marocain non protégé. Toute affaire civile ou commerciale dans laquelle un ressortissant français ou assimilé est en cause, est de la compétence des Tribunaux français du Protectorat (Article 2 du dahir organique du 12 août 1913).

Les jugements des Pachas des 7 villes énumérées ci-dessus, tant en manière pénale qu'en matière civile ou commerciale, peuvent être portés en appel devant la chambre des appels du haut tribunal chérifien, lorsque, par suite de la condamnation prononcée ou de textes spéciaux, la peine édictée dépasse trois mois d'emprisonnement ou 300 francs d'amende.

Les jugements des autres Pachas et Caïds sont en dernier ressort, sauf le droit conféré aux Inspecteurs des Services Judiciaires d'en interjeter appel dans le délai de trois mois pour fausse application de la loi ou erreur manifeste.

Pour assurer le contrôle des juridictions chérifiennes dans les villes de Mazagan, Saffi, Casablanca, Rabat, Salé, Meknès et Oudjda, des Commissaires du Gouvernement ont été institués et siègent près les Tribunaux des Pachas de ces villes.

Ce service de contrôle permanent est aussi prévu pour les autres localités marocaines. En attendant son extension, ce sont les autorités locales françaises qui en remplissent les attributions.

En outre, un service central dépendant du Conseiller du Gouvernement Chérifien et comprenant un Corps d'Inspecteurs des Services judiciaires, collabore avec le ministre Chérifien de la Justice et le guide dans la réorganisation des institutions et du personnel indigène.

5. De la justice française. — Conjointement à cette organisation, l'afflux des émigrants français et l'accroissement du nombre de nos protégés et de nos colons ont obligé le Protectorat à créer, de toutes pièces, une organisation judiciaire française au Maroc.

Cette justice française-marocaine diffère sur beaucoup de points de l'organisation judiciaire métropolitaine. Dans un pays neuf comme le Maroc, où tout était à créer, il fallait tout le temps innover pour faire face aux difficultés qui se présentaient. Cependant, le législateur n'était pas gêné dans son œuvre comme en France, par les Institutions léguées par le passé. Le Maroc pouvait être un champ d'expériences hardies et le Résident Général, ainsi que ses collaborateurs n'ont pas manqué de les tenter. De leurs efforts est sortie une organisation judiciaire très originale et très moderne.

Nous allons d'abord étudier la justice civile française dans son organisation hiérarchique, puis dans son fonctionnement, la procédure civile marocaine. Enfin, nous verrons ensuite la justice criminelle.

L'organisation judiciaire créée au moment de l'établissement du Protectorat est destinée à remplacer les juridictions consulaires en voie de disparition. Elle comprend, une Cour

d'Appel siégeant à Rabat et 3 Tribunaux de Première Instance à Casablanca, Rabat et Oudjda. Il y a des Tribunaux de Paix à Casablanca, Mazagan, Mogador, Saffi, Rabat, Fez, Oudjda.

Les Tribunaux français sont compétents, *ratione personnae* à l'égard des Français et des anciens protégés français, ainsi qu'à l'égard des étrangers et anciens protégés étrangers dont les puissances ont renoncé aux privilèges des capitulations.

Dans les affaires civiles et commerciales, il suffit qu'une des parties soit justiciable des Tribunaux français. Ainsi, un Français qui plaide contre un indigène va devant le Tribunal français. Il n'y a pas de Tribunaux de Commerce ni de Tribunaux administratifs. Toutes les affaires civiles, commerciales ou d'ordre administratif sont portées devant les Tribunaux dont l'énumération précède.

Les Tribunaux de Première Instance d'Oudjda et de Casablanca ont respectivement dans leur ressort les Tribunaux de Paix du Maroc Oriental et du Maroc Occidental.

La règle générale, *locus regit actum*, domine la compétence territoriale, c'est-à-dire que dans un procès entre justiciables de juridiction française, c'est le Tribunal du domicile réel ou élu du défendeur ou, à défaut du domicile, de sa résidence, qui est compétent.

De nombreuses exceptions sont prévues à cette règle. C'est ainsi qu'en matière immobilière, les actions sont portées devant le Tribunal de la situation des lieux, en matière de successions devant le Tribunal du lieu où la succession s'est

ouverte, en matière de faillite devant le Tribunal du domicile ou de la résidence du failli et dans beaucoup d'autres cas qu'énumère l'article 24 du dahir de procédure civile.

Le principe de simplification qui a dominé l'organisation de la justice française au Maroc se retrouve ici. Ainsi les 8 Tribunaux de Paix créés dans les principales villes ont été autorisés à tenir des audiences foraines afin de rapprocher le plus possible la justice des justiciables pour éviter les lenteurs et les frais inhérents à leur éloignement surtout dans un pays encore mal outillé en voie de communications rapides.

Actuellement le Tribunal de Paix de Rabat tient des audiences foraines mensuelles à Kénitra.

Ratione materiæ, la compétence des Tribunaux marocains est déterminée ainsi qu'il suit :

Les Tribunaux de paix connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 500 francs et à charge d'appel jusqu'au taux de la compétence en dernier ressort des Tribunaux de Première Instance (3.000 francs), des contestations concernant les dépenses d'hôtellerie, les pertes ou avaries des effets déposés dans les auberges ou hôtels, les frais de route, les pertes ou avaries d'effets accompagnant les voyageurs, les fournitures, salaires et réparations aux voitures ou autres véhicules de voyage, les contestations à l'occasion des correspondances et objets recommandés et des envois de valeurs déclarées grevés ou non de remboursement.

En matière de bail, quel que soit le montant de la location verbale ou écrite, les Tribunaux connaissent sans appel jusqu'à la valeur de 500 francs et à charge d'appel à quel-

que valeur que la demande puisse s'élever ; des actions en paiement de loyers ou fermages, des congés, des demandes de résiliation de baux, des expulsions des lieux, des demandes en validité ou en nullité ou mainlevée de saisies gageries pratiquées par les propriétaires ou principaux locataires ou fermiers, ou de saisies revendication portant sur des meubles déplacés sans le consentement des propriétaires, par les locataires ou fermiers, à moins que dans ce dernier cas, il n'y ait contestation de la part d'un tiers.

Les Tribunaux de Paix connaissent encore sans appel jusqu'à la valeur de 500 francs et à charge d'appel à quelque chiffre que la demande puisse s'élever ; des réparations locatives, des indemnités pour non jouissance du fait du bailleur réclamées par le locataire et non contestées, des dégradations et pertes des immeubles loués. Ils connaissent également sans appel jusqu'à la valeur de 500 francs et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever ; des contestations à l'occasion des contrats de travail, des louages de service entre maîtres et domestiques, patrons et ouvriers, du paiement des nourrices, des actions d'irrigation, d'élagage de curage quand les droits de propriété ou de servitude ne sont pas contestés, des actions en diffamation, des actions pour rixes et voies de fait, nonobstant la voie criminelle toujours ouverte en matière grave, des contestations en cas de vice rédhibitoire de la chose vendue, des pertes ou avaries de colis postaux quand les Compagnies de Transport se retranchent derrière leurs conditions de concession.

Les Tribunaux de Paix connaissent à charge d'appel ; des demandes en pensions alimentaires n'excédant pas 600 francs par an, des entreprises engagées dans l'année sur les cours d'eau servant à l'irrigation ou de force motrice, des actions possessoires fondées sur des faits également commis dans l'année ; des actions relatives aux constructions insalubres gênantes pour les voisins et établies à une distance prohibée par les règlements et usages locaux, des actions en bornage, des demandes relatives au paiement des taxes municipales perçues directement ou par des concessionnaires.

Les Tribunaux connaissent encore à charge d'appel, des actions en validité et en nullité d'offres réelles, lorsque l'objet du litige n'excède pas les limites de leur compétence et des demandes en validité, nullité et mainlevée de saisies sur débiteurs forains, des saisies-arrêt et oppositions ainsi que des demandes en déclarations affirmatives, lorsque les causes des saisies rentrent dans leur compétence.

Nous renvoyons pour toutes les difficultés qui peuvent s'élever à l'occasion des saisies ou des demandes en dégrèvement de taxes municipales à la Conférence de M. Stéphane Bergé sur l' « Organisation Judiciaire au Maroc ».

En matière immobilière, quand les immeubles marocains en cause ne sont pas immatriculés, la compétence des Tribunaux français est limitée aux nationaux et assimilée et aux étrangers dont le gouvernement a renoncé à ses Tribunaux Consulaires. Quand les immeubles sont immatriculés, les Tribunaux français sont seuls compétents, comme nous l'avons déjà vu. En matière de succession, les Tribunaux

français ne sont également compétents qu'à l'égard des nationaux ou assimilés et des étrangers dont les gouvernements ont renoncé aux capitulations.

En matière mobilière nous avons déjà vu la compétence des Tribunaux de Paix. Les Tribunaux de Première Instance connaissent en appel de tous les jugements des Tribunaux de Paix non rendus ou non susceptibles d'être rendus en dernier ressort alors même qu'ils auraient été mal qualifiés.

En premier et dernier ressort ils connaissent des actions personnelles et mobilières depuis 1.000 francs jusqu'à 3.000 francs et des actions immobilières jusqu'à 120 francs de revenu. Enfin, ils statuent en premier ressort et sauf appel devant la Cour pour toutes les actions dont aucune disposition législative n'attribue la connaissance aux Tribunaux de Paix. En matière administrative, pour toutes les actions contre des fonctionnaires motivées par le dol ou la faute lourde, pour tous recours en responsabilité contre l'administration publique en cas d'insolvabilité de ses fonctionnaires, pour tous dommages causés par le fonctionnement des services publics ou par la faute de leurs agents.

La Cour d'Appel connaît de tous les jugements des Tribunaux de Première Instance non rendus ou non susceptibles d'être rendus en dernier ressort alors même qu'ils auraient été mal qualifiés.

Alors que dans l'organisation de la justice marocaine l'administration du Protectorat s'est inspirée des deux vieux principes « du juge unique et de la pluralité des juges », (les Tribunaux de Paix en effet ne comportent qu'un seul

juge et les Tribunaux de Première Instance 3), dans l'organisation de la procédure civile, les législateurs marocains ont fait œuvre nouvelle.

Tout ce qui en France complique les procès de lenteurs et de frais inutiles, mais qui paraît cependant consacré par l'usage, je veux parler des emplois des nombreux officiers ministériels, huissiers, greffiers, avoués, syndics des faillites, liquidateurs, agréés, notaires, a été supprimé au Maroc. Cette innovation est de beaucoup la plus importante parmi celles que l'on peut relever dans l'organisation de la justice française-marocaine. Il s'ensuit que le justiciable qui entre en difficulté avec un tiers et qui voudrait voir intervenir le juge, peut s'adresser directement à lui, sans autre intermédiaire que celui du secrétaire qui l'assiste et qui tient en ordre ses papiers. Le plaideur qui ne se sent pas capable d'exposer au juge son affaire avec toute la clarté désirable peut cependant recourir à l'assistance d'un avocat.

Les mandataires admis en justice sont de deux sortes ; il y a d'abord les avocats qui ne peuvent exercer au Maroc qu'à la condition d'y être autorisés par la Cour d'Appel, dont on exige de sérieuses garanties de savoir et de moralité et qui sont soumis à une discipline rigoureuse (articles 34 et 44 du Dahir de procédure civile) ; il y a ensuite les mandataires ordinaires dont le choix est laissé aux parties auxquelles on interdit seulement de confier leurs intérêts à certains repris de justice (article 52 de procédure civile). Enfin le juge a toujours le droit d'ordonner la comparution personnelle des plaideurs (article 68 du même dahir).

Le justiciable qui intente un procès doit s'adresser au Secrétariat de la Juridiction qu'il veut saisir. Il y dépose les pièces relatives à la contestation avec une certaine somme qui représente le coût probable de la procédure à faire et dont on lui donne reçu. Cette somme n'est en aucune manière une provision rémunérant le fonctionnaire auquel elle est remise. Les fonctions d'auxiliaires de la Justice, secrétaires-greffiers et autres sont payés par le budget du Protectorat. C'est là une seconde innovation très appréciée des plaideurs marocains qui savent que les agents auxquels ils doivent s'adresser ne leur coûtent rien.

L'Assistance Judiciaire existe néanmoins au Maroc. Elle est accordée à ceux qui sont trop indigents pour payer le fisc. Ils doivent s'adresser à un bureau placé sous la direction du Ministère Public. On remarque encore dans cette partie de la législation une innovation heureuse. Afin d'éviter aux justiciables les retards inhérents à la consultation de ce bureau, le Président de celui-ci est autorisé à accorder l'assistance à titre provisoire s'il y a urgence et s'il le juge convenable.

Enfin il faut remarquer que le versement à l'avance des frais de procédure ne devient définitif que si le plaideur est condamné aux frais, dans le cas contraire ils lui sont restitués à l'issue du procès sous forme d'un titre de recouvrement contre son adversaire.

L'Agent du Secrétariat ou Secrétaire Greffier qui a reçu le versement susdit ainsi que la demande, inscrit cette demande sur les registres de la juridiction et ouvre au plaideur un

compte courant dont l'Actif représente le montant du versement effectué entre ses mains et le Passif les taxes de procédure perçues au compte de l'Etat pendant toute la durée du procès. A la fin de l'instance on fait la liquidation du compte et on rend l'excédent d'actif au plaideur, s'il en reste.

Si l'affaire est introduite devant les Tribunaux de Paix, la demande est portée au Juge qui charge le Secrétariat de notifier au défendeur un avis de comparution en vue d'une conciliation. Si la conciliation réussit la procédure s'arrête là. Si la conciliation n'intervient pas, notification est faite aux deux parties, de comparaître tel jour déterminé à l'audience publique. Les parties s'expliquent à cette audience. Il y a lieu à un débat contradictoire dans lequel le Juge intervient. Si son jugement est suffisamment éclairé à la fin de ce débat, il rend sa sentence, sinon il ordonne immédiatement un supplément d'enquête qui pourra consister en une expertise ou une descente sur les lieux.

Si la demande est introduite devant un Tribunal de Première Instance, elle donne lieu, de la part du Président à la nomination d'un Juge Rapporteur qui est chargé par un travail préparatoire de mettre l'Instance en état d'être solutionnée.

Ce travail consiste surtout à donner connaissance au défendeur de la demande déposée contre lui et à le mettre en demeure de produire sa defense. Les mémoires justificatifs qui y sont joints, sont déposés au Secrétariat. Le demandeur en prend connaissance et réplique s'il y a lieu.

La partie adverse peut répondre encore. Généralement ces communications suffisent à poser la base de l'Instance. L'affaire est alors renvoyée à l'audience par le Rapporteur pour être jugée directement après débats, ou bien, si la matière du procès n'est pas encore suffisamment débrouillée, le Tribunal ordonne encore une mesure préparatoire d'instruction avant de prononcer sa sentence.

Il faut remarquer dans toute cette procédure le grand rôle qu'y joue le Juge Rapporteur. Alors qu'en France et en Algérie-Tunisie le Tribunal attend passivement que les officiers ministériels qui ont eu la charge d'édifier la procédure le mettent en mesure de rendre une sentence, sans qu'il puisse rien faire pour sortir de sa passivité, au Maroc, au contraire, c'est le magistrat lui-même qui, devenu un organe actif de la machine judiciaire, dirige l'accomplissement des formalités nécessaires pour mettre la contestation en état d'être résolue.

Cette transformation radicale du rôle du magistrat jugeant au civil, a pour résultat d'empêcher ces manœuvres dilatoires auxquelles certains officiers ministériels de la métropole ne craignent pas de se prêter dans le but de décourager un adversaire, quand la cause qu'ils défendent est mauvaise ou tout simplement pour multiplier les frais.

Le rôle des huissiers est rempli au Maroc par l'Administration des Postes. C'est elle qui se charge, chaque fois qu'elle le peut des notifications, convocations, citations ou assignations auxquelles donne lieu la procédure. A son défaut on a recours à l'Administration proprement dite. Dans les villes,

c'est la police, dans les campagnes, la gendarmerie qui assurent les transmissions. Enfin quand il s'agit d'une sommation avec réponse, d'un constat, ce sont les agents du secrétariat qui les font.

Les retards inhérents à la distance et à la longueur des Instances ont été palliés par une série de mesures, entre autres la création d'audiences foraines sur autorisation du Président de la Cour d'Appel dont nous avons déjà parlé, l'obligation faite à tout plaideur de faire élection de domicile pour la procédure dans le lieu même où siège le Tribunal, il s'ensuit que le délai de distance ne produit effet que pour le premier acte de l'Instance et n'influence pas la suite ; l'attribution au juge du calcul des frais d'expertise sur la base du travail fourni et de l'importance du litige ; la suppression des enquêtes et descentes sur les lieux opérées par les magistrats remplacées par des enquêtes faites sur place par les fonctionnaires locaux ; enfin, par des mesures conservatoires en cas d'une procédure longue et compliquée contre un débiteur de mauvaise foi par exemple, c'est ainsi que tous les magistrats, chefs de juridiction, ont le droit d'ordonner que les biens d'un débiteur apparent seront mis sous main de justice en attendant la décision à intervenir, afin qu'ils restent le gage des condamnations éventuelles (articles 309 et suivants du dahir de procédure civile).

En cas d'appel ou d'opposition sur un jugement en Premier Ressort, le juge inférieur peut ordonner l'exécution provisoire de la décision qu'il a rendue dans certains cas déterminés. Elle doit même être ordonnée par les Tribunaux

de Paix, dans tous les cas, où il y a titre authentique, promesse reconnue ou condamnation précédente dont il n'y a pas eu appel.

La Juridiction des Référés vient enfin compléter l'ensemble de ces mesures propres à donner à la fois plus de célérité aux affaires et à les rendre moins onéreuses pour les particuliers.

Dans un but de décentralisation et pour mettre les plaideurs à l'abri des inconvénients qui résultent de ce que, quoi qu'on fasse, il y a toujours un certain délai entre la demande en justice et la décision, on a imaginé comme en France, mais d'une façon plus large qu'en France, de donner à tous les Juges de Paix du Maroc le pouvoir de statuer en Référé, à l'exception de ceux d'Oudjda et de Casablanca. Toute Ordonnance de Référé est susceptible d'appel mais exécutoire immédiatement malgré l'appel. Les articles 222, 223, 225 du dahir sur la procédure civile vont même plus loin, ils permettent au juge des référés de statuer au fond et sur les dépens, de prescrire toutes les mesures d'Instruction nécessaire à la solution du litige éventuel si les parties se mettent d'accord pour lui en faire la demande.

Nous en avons fini avec la juridiction civile française au Maroc. La justice répressive se rapproche bien plus que la justice civile des formes usitées en France. Le Code pénal français s'applique intégralement au Maroc, seules les lois pénales en dehors de ce Code ne s'appliquent pas. On n'a pas voulu que certaines dispositions particulières à la France continentale puissent faire loi sans discrimination

au Maroc. Cela a obligé le Protectorat à faire édicter par le Sultan toute une série de dahirs spéciaux concernant des cas particuliers au pays. En principe, au Maroc, les Codes français, le Code pénal et le Code d'instruction criminelle régissent tous le cas qui se présentent à moins qu'une loi spéciale promulguée dans le pays en ait disposé autrement.

Au criminel, ce sont les Tribunaux d'Oudjda et de Casablanca qui sont compétents pour tous les crimes commis dans leurs circonscriptions respectives par les ressortissants français ou par les ressortissants des puissances étrangères qui ont renoncé à leur juridiction consulaire. De plus, ils connaissent des crimes commis par les Marocains, soit au préjudice d'Européens ou de protégés européens soit avec la complicité des justicables des dits Tribunaux (voir article 6 du Dahir d'organisation judiciaire).

La composition des Tribunaux criminels est ainsi réglée : Les Tribunaux de Première Instance d'Oudjda et de Casablanca siègent au criminel par l'intermédiaire de 3 magistrats de carrière pris dans leur sein et de 6 assesseurs qui statuent avec les magistrats sur la peine et la culpabilité, en la forme des jugements correctionnels.

Pour choisir les assesseurs, on procède ainsi qu'il suit : Des listes annuelles divisées en trois catégories, celle des assesseurs français, celle des étrangers et celle des indigènes sont dressées par une commission spéciale pour chaque circonscription judiciaire. Les assesseurs pour chaque session sont tirés au sort sur ces listes. Ce tirage au sort a lieu

un mois avant l'ouverture de chaque session par les soins du Tribunal de Première Instance.

Enfin, parmi les assesseurs ainsi nommés pour toute une session, le Président du Tribunal criminel tire au sort ceux qui doivent s'adjoindre aux trois magistrats de carrière pour juger une affaire déterminée. Les Tribunaux criminels tiennent quatre sessions par an et au besoin, des sessions supplémentaires.

En matière correctionnelle la juridiction répressive marocaine ne diffère guère de celle de la Métropole. Ce sont les Tribunaux de Première Instance qui sont compétents. Mais, dans le but de rapprocher le plus possible la justice du justiciable on a donné aux juges de paix, avec la connaissance des contraventions qu'ils ont déjà en France, celle de certains délits pour lesquels la loi ne prévoit qu'une peine d'amende, ceux de vagabondage et de mendicité et tous ceux pour lesquels le maximum de la peine d'emprisonnement édictée par la loi ne dépasse pas deux ans, à l'exception des délits d'abus de confiance et de banqueroute simple.

Tous les jugements correctionnels des Tribunaux de Paix sont rendus à charge d'appel, ces appels sont jugés par les Tribunaux de Première Instance.

Les fonctions d'officier de police judiciaire sont remplies au Maroc en premier lieu par le Procureur du gouvernement placé près de chaque Tribunal de Première Instance et par ses auxiliaires les agents de l'administration proprement dite, Commandants de régions, de cercles, de postes, contrôleurs civils, chefs de brigade de gendarmerie, officiers de renseignement, etc...

En résumé, comme le dit avec juste raison M. Stéphane Bergé dans sa conférence à l'exposition de Casablanca le 17 septembre 1916 : « L'organisation judiciaire qu'on a faite au Maroc doit coûter très peu au justiciable et très peu à l'Etat, elle est constituée de manière à accomplir sa mission avec rapidité, efficacité et énergie ».

6. De l'instruction publique. — Ce sont les mêmes principes de simplification que nous allons voir présider à l'organisation des services de l'Instruction Publique et de l'Assistance où tout était aussi à créer.

Avant même l'instauration du Protectorat, le Gouvernement français comprenant toute l'importance que pouvait avoir pour l'extension de notre influence, la création d'écoles indigène, autorisa les Consulats à organiser dans les villes de Fèz, Rabat, Casablanca, Mazagan et Saffi quelques modestes institutions primaires où un petit nombre d'enfants indigènes vinrent apprendre les rudiments de notre langue. Ces premières écoles nous rendirent le service de faire connaître notre pays et ses institutions à un groupe de marocains, peu nombreux il est vrai, qui devinrent l'avant garde pacifique de notre pénétration dans le Magreb.

Dès l'établissement du Protectorat, ce problème de l'éducation indigène fut un de ceux qui retinrent dès l'abord la vigilante attention du Résident Général. En instituant une direction de l'enseignement, il donna comme directives aux chefs de ce service, de maintenir, en créant les nouvelles écoles, les traditions religieuses des écoliers et leurs cou-

tumes familiales et de les amener en même temps à un meilleure compréhension des phénomènes économiques qui se poursuivaient autour d'eux.

Ce beau programme ne tarda pas à passer dans le domaine des réalités.

A Casablanca, l'école indigène tripla, puis quadrupla son effectif. Des groupements scolaires créés dans les ports et simultanément dans les principales cités de l'intérieur groupèrent bientôt une importante clientèle.

A Fèz et à Marrakech il fallut bientôt créer quatre filiales de l'école primitive. Enfin dans les centres agricoles et même dans le bled on du aussi ouvrir des écoles à Boucheron, à Settat, à Temara, à Aincheggag et à Taza. La preuve était faite que partout en terre marocaine nos nouveaux maîtres et leur enseignement bénéficiaient de la confiance générale.

Dans ces écoles primaires, on apprend parallèlement aux enfants, avec l'éducation coranique du Fqui ou Taleb, un petit bagage d'instruction française comprenant les connaissances scientifiques usuelles servant de base à l'étude du langage, de l'orthographe et de la rédaction.

Pour compléter cet enseignement primaire et donner aux fils des notables une éducation d'un degré supérieur leur permettant d'entrer dans les collèges de Fez, de Rabat et de Marrakech, des établissements déjà plus spécialisés ont été créés dans les centres de Casablanca, Rabat, Marrakech et Fez.

Tous ces établissements ont pour but de préparer l'élite de la jeunesse musulmane aux emplois administratifs que peut réserver aux fils de famille l'organisation Makhzenienne.

Pour couronner cet ensemble, l'école supérieure de langue arabe et de dialecte berbère de Rabat apprend aux indigènes et aux européens, sous la direction de spécialistes éminents, les méthodes administratives dont ils auront plus tard à faire application en pays arabes ou berbères.

Les écoles musulmanes fréquentées par les fils de commerçants, d'artisans et d'ouvriers agricoles ont dirigé leurs efforts vers le renouvellement de la vie économique en se conformant ainsi aux directives données par le Résident Général. Elles ont su généraliser les méthodes d'apprentissage susceptibles de conserver les arts et les métiers indigènes. Alors qu'en Tunisie les tisserands diminuent les stucateurs et les céramistes ont disparu, les maçons indigènes et les forgerons n'existent plus qu'en petit nombre, au Maroc, les résultats obtenus d'une part en matière d'ébénisterie dans la petite école de Salé et, d'autre part, les dispositions montrées pour le dessin par les écoliers musulmans, l'aide qu'apportent les forgerons indigènes dans les chantiers de construction européens sont des prémices qui font bien augurer de l'avenir.

L'enseignement des jeunes filles musulmanes n'a pas été oublié non plus au Maroc. Des écoles ouvrières ont été créées à Fez et à Salé, à Casablanca, à Rabat, à Mogador et à Mazagan. Elles sont déjà fréquentées, surtout celles de Rabat et de Fez par les fillettes de la bourgeoisie musulmane.

Conjointement avec l'œuvre d'enseignement indigène celle au moins aussi importante de l'enseignement des Européens a reçu une vigoureuse impulsion au Maroc.

A Casablanca quatre groupes scolaires importants ont remplacé le modeste établissement du début. En outre la ville a été dotée d'un lycée de garçons et d'une école secondaire de jeunes filles.

Les villes de Mogador, Saffi, Mazagan, Marrakech, Settat, Boulhaut, Kénitra, Fez, Maknès, Salé, et Rabat ont aussi leurs écoles en nombre proportionné à l'importance de leurs colonies européennes. Il y en a encore à Oudja, Martimprey et Berkane dans le Maroc Oriental. Toutes ces écoles ont pour but de mettre les jeunes Français qui les fréquentent en état d'égalité avec leurs camarades de la métropole, de les préparer aux difficultés de la vie marocaine, d'exercer aussi un ascendant tel sur les colons étrangers qu'ils soient amenés à rechercher nos maîtres, de préférence à tous les autres.

L'enseignement qu'on y donne est plutôt utilitaire et pratique que spéculatif. Il n'y a pas au Maroc de cloison étanche entre le service de l'enseignement et ceux des Beaux-Arts et de l'Agriculture. Les techniciens et les Chefs d'Industrie sont appelés eux-mêmes à collaborer à l'enseignement des garçons et les directrices d'écoles primaires développent dans leurs établissements les cours de couture, de repassage et de cuisine.

7. Du service de santé. — Mais ce qui a aidé le plus à propager notre influence auprès des indigènes, c'est notre service d'assistance médicale : « Dès la première heure de l'occupation, cette action du service de santé au Maroc fut

« envisagée par le Chef du Protectorat comme l'argument
« suprême de la conquête. Partout le médecin marche aux
« côtés de l'officier, il est son compagnon de bled, son colla-
« borateur infatigable. »

C'est le règlement du 19 avril 1913 qui a donné au Service de Santé son statut actuel.

Il comprend une direction centrale et des formations sanitaires, les unes fixes, hôpitaux et infirmeries indigènes, les autres mobiles, des groupes sanitaires répartis par régions administratives Fez, Rabat, Meknès, Casablanca, Tadla, Zaïan et Marrakech.

Les premières, prévisions théoriques accordaient à chaque région, un hôpital, des infirmeries en nombre variable, un ou deux groupes sanitaires mobiles.

Ce programme est en voie de réalisation. Il y a des hôpitaux entièrement neufs, deux à Fez, l'hôpital Mauchamp à Marrakech.

Les villes de Mazagan, Casablanca et Rabat ont chacune un hôpital.

Dans les villes de Mogador, Azemmour, Salé, Meknès, Sefrou, on a transformé des maisons makhzen en maisons d'hospitalisation et de consultation.

Enfin chaque bureau de renseignement est doublé d'une infirmerie de poste. Des bureaux d'assistance ont été créés autour des grands centres urbains de Marrakech de Rabat et de Salé où l'on héberge les miséreux en temps de disette et d'épidémie.

En outre deux établissements spéciaux ont été établis à

Rabat, l'Institut vaccinogène et l'Institut rabique. Ils ont donné d'excellents résultats dans un pays où les maladies contagieuses plus particulièrement la variole et la rage sévissaient à l'état endémique.

8. Du budget et des impôts. — Pour faire marcher ces Services d'assistance et d'instruction publique, ainsi que les grands organes judiciaires et administratifs dont nous avons parlé, le Maroc a été doté d'un budget régulier par le Protectorat. Ce budget est alimenté par des impôts comme dans les pays d'Europe.

Le Makhzen n'avait en effet aucune organisation financière et n'encaissait même plus les impôts coraniques depuis le règne d'Abdel-Aziz. Dans la Chaouia et les confins algéro-marocains c'était l'autorité militaire qui percevait les impôts et les utilisait pour le développement de l'agriculture et de l'assistance médicale. Enfin les produits des douanes et certains revenus domaniaux étaient encaissés par le contrôle de la dette pour le compte des porteurs des titres des emprunts 1904 et 1910 et seul le solde après paiement desdits emprunts, des frais de régie et de surveillance douanière, était versé au Makhzen.

Le budget de 1913-14 fut le premier budget régulier du Maroc qui groupa les différentes sources de recettes. Il fut organisé comme il suit : Un budget ordinaire qui comprit la note annuelle normale à payer pour le fonctionnement du Protectorat, un budget d'emprunts où furent inscrites les dépenses à effectuer dans l'année sur les fonds obtenus par

l'emprunt, enfin un budget sur ressources spéciales qui groupa toutes les recettes destinées par spécialisation stricte à un service de dépenses déterminé. Un bon tiers du budget allait pour 1918 à la Dette et à la liste civile du Sultan, c'était le service de l'intérêt de nos emprunts et l'acquittement de nos engagements solennels. Un autre tiers allait aux pouvoirs publics Résidence et Secrétariat Général et aux frais d'Administration, c'étaient les dépenses de souveraineté proprement dites. Le dernier tiers fut dépensé pour faire marcher les services économiques et financiers. Seuls, les deux premiers budgets se soldèrent en déficit. Depuis l'exercice 1915-16, les budgets marocains se sont clos par des excédents toujours en progression marquée.

Pour alimenter ce budget ordinaire et faire face au service des emprunts qui s'élèvent à la somme globale d'environ 400 millions, il a fallu réorganiser le mécanisme compliqué de l'impôt, en utilisant ceux qui existaient déjà et en créant d'autres.

Il y avait d'abord les taxes douanières, une des principales ressources du budget marocain (25 millions de francs pour 1918, soit le tiers de ce budget). C'est le chapitre V de l'Acte d'Algésiras qui en a fixé les règles et les tarifs. « Les
« marchandises d'origine étrangère sont frappées à l'impor-
« tation, d'un droit de douane d'après leurs valeurs, au
« comptant et en gros, rendu au bureau de la douane. Au
« prix de revient s'ajoutent donc les frais accessoires (trans-
« port, assurances, déchargements, etc.). Le droit est en
« principe de 10 0/0 de la valeur ci-dessus déterminée. Une

« dérogation à cette règle est prévue par le traité franco-marocain du 24 octobre 1892 en faveur des matières précieuses, tissus de soie, vins et liquides distillés, pâtes alimentaires qui ne paient que 5 0/0. »

Le bénéfice de cette dérogation a été étendu aux autres puissances pour des produits similaires.

D'autres dérogations à la taxe 10 0/0 *ad valorem* sont prévues pour les engrais admis en franchise, pour les importations d'armes, munitions, opium, qui sont interdites ou soumises à des autorisations spéciales.

Les valeurs maxima et minima de chaque marchandise entre lesquelles peut s'exercer l'appréciation des agents sont fixées par un tableau semestriel établi par les soins du Comité permanent des douanes.

Les droits de douane à l'exportation résultent d'un tarif spécifique qui n'atteint pas toutes les marchandises du pays. Il est peu important sauf sur les céréales.

Le recouvrement des taxes douanières, jusqu'ici confié à l'administration de la Dette qui n'en versait dans les caisses du Trésor marocain que la partie excédant le service des porteurs des titres des emprunts 1904 et 1910, est passé à la date du 1^{er} janvier 1918 aux mains du Protectorat qui en a inversé la distribution.

L'hypothèque internationale est un peu moins sévère en ce qui concerne la taxe urbaine.

L'article 64 de l'Acte d'Algésiras n'en a posé que le principe. « La taxe urbaine est basée sur la valeur locative brute des immeubles. L'assiette en est faite d'après les résultats

« des recensements triennaux révisés annuellement. Ces
« recensements sont effectués par des Commissions com-
« posées de contribuables opérant sous le contrôle des agents
« de l'administration. Le taux est de 8 0/0 de la valeur lo-
« cative, le produit en est partagé également entre l'Etat et
« les Municipalités après prélèvement de 10 0/0 pour frais
« d'administration. »

La taxe établie primitivement dans les ports ouverts au commerce, Rabat, Casablanca, Mazagan, Saffi, Mogador, a été étendue dans la suite aux villes de Taza, Fez, Meknès, Kénitra, Salé et Azemmour.

La taxe urbaine correspond à l'impôt français sur le revenu de la propriété bâtie. Son taux est le même 4 0/0 au principal, le reste 4 0/0 va aux municipalités, tandis qu'en France, les centimes additionnels dépassent quelquefois globalement la part revenant à l'Etat. Mais ce n'est pas la seule différence, la matière imposable de la taxe urbaine est soumise au Maroc à l'opération du recensement tous les trois ans. En France la même opération n'a lieu que tous les dix ans. Enfin, la dite taxe ne frappe au Maroc que certaines villes importantes, en dehors de ces villes on peut librement et sans charges fiscales édifier des immeubles.

L'impôt foncier ou taxe sur la propriété non bâtie est remplacé par le Tertib qui est le principal impôt marocain.

Le Tertib est une redevance qui porte sur les récoltes annuelles, sur les arbres fruitiers et sur le cheptel de l'agriculteur. Il est basé sur la déclaration du contribuable.

L'annuaire du Protectorat de 1920 nous en explique ainsi le mécanisme : « Les déclarations sont reçues jusqu'au 20 mai, « pour les cultures d'hiver et de printemps et pour les ani- « maux, jusqu'au 30 juin pour les cultures d'automne, par des « Commissions composées, sous la surveillance de l'autorité « de contrôle, du caïd de la Tribu et du Cheikh de la « fraction assistés de notables et d'un adel (notaire).

« Pour les cultures, les déclarations portant sur la nature « de l'ensemencement et les superficies ensemencées, sont « reçues en hectares, en charrues (superficie labourée pen- « dant la saison agricole par un attelage normal) ou en quan- « tités de semences mises en terre. Les déclarations en se- « mences et en charrues sont converties en hectares d'après « des barèmes établis suivant la nature des terrains. Les « déclarations sont vérifiées par l'administration, à des dates « annoncées à l'avance sur les marchés et autres lieux pu- « blics. L'imposition est faite à l'hectare d'après le rende- « ment présumé de la récolte. L'évaluation du rendement « des récoltes à l'hectare et le classement en cinq catégories « (de quinze quintaux à trois quintaux à l'hectare) est fait « dès que l'état des cultures le permet.

« Les Commissions d'évaluation comprennent des experts « des mesureurs et des écrivains, assistés du cheik et des « notables du territoire. Les contribuables sont admis à ré- « clamer dans les 20 jours de la clôture des opérations, si « des erreurs se sont produites dans l'évaluation des surfaces « ou du rendement. En outre des dégrèvements peuvent « leur être accordés si des dégâts se produisent après l'éva-

« luation du rendement. La taxation est faite d'après des
« tarifs fixés chaque année par un dahir spécial et basée sur
« le cours des produits imposés. Les rôles sont établis par les
« soins de la direction générale des finances. Un délai d'un
« mois après la mise en recouvrement est accordé aux con-
« tribuables pour réclamer contre les erreurs matérielles qui
« auraient pu être commises dans la liquidation de leur cote.
« Le recouvrement est fait par les soins des caïds et cheïks
« qui reçoivent à cet effet les quittances établies d'avance
« pour les contribuables de leurs circonscriptions. Ils
« touchent des remises de 6 0/0 pour les caïds et de 4 0/0
« pour les cheïks qui constituent avec les remises sur
« droits de marchés, l'unique rémunération de leurs fon-
« tions. »

Ajoutons à cette longue citation de l'annuaire que le Tertib est un impôt qui combine à la fois les avantages de l'impôt déclaratif et ceux des impôts indiciels comme l'étaient nos (quatre vieilles).

Il serre en effet de très près la matière imposable dans toutes ses fluctuations, puisque le cultivateur est taxé sur ses emblavures et d'après un rendement type classé par catégories. Mais à dessein, ces catégories sont très larges pour ne pas gêner l'initiative individuelle ce qui permet au Tertib d'éviter le reproche que l'on fait si souvent aux impôts déclaratifs, d'être vexatoires. Enfin, il est facilement recouvrable et pour cela les faits parlent d'eux-mêmes. Alors qu'en France les contributions ne rentrent légalement que par douzième, en fait et en moyenne sept ou huit mois

après la publication des rôles, au Maroc, le Tertib est signifié aux officiers de renseignement et aux caïds et 15 jours après dans chaque caïdat, il est versé.

En outre, les réclamations des contribuables sont peu nombreuses, en 1916, de 210 pour 287.000 imposables.

Enfin, à tous ces avantages qui caractérisent les bons impôts, le Tertib en joint un autre inappréciable en terre musulmane, celui d'être un impôt coranique. Il procède de l'Achour et du Zekkat les anciens impôts coraniques sur les cultures et le bétail et l'indigène l'accepte pour tel.

A tous ces impôts directs et indirects, il faut joindre une taxe sur la plus-value mobilière, particulière au Maroc, de 3 à 20 0/0 sur la revente des immeubles.

Ces différents impôts fournissent les deux tiers du budget. Le troisième tiers se répartit ainsi : 15 0/0 à des impôts indirects de consommation comme ceux sur l'alcool, le sucre et le tabac, 15 0/0 aux produits des domaines, forêts, postes, aconages, etc.

Les revenus des domaines sont assez peu importants au Maroc, comme l'indique l'annuaire marocain de 1918-19. La superficie des propriétés domaniales rurales était approximativement en effet de 196.800 hectares, le 1^{er} juillet 1918 ; mais toutes ces terres n'étaient pas également propres à la culture.

Leur délimitation n'est encore à l'heure actuelle, qu'en cours d'exécution, suivant la procédure spéciale instituée par le dahir du 3 janvier 1916. Les biens Ilabous sont aussi une autre sorte de biens domaniaux mais ayant le caractère

de fondations pieuses, tantôt publiques, s'ils ont été constitués en fondation dès l'origine, tantôt privés, si les héritiers du testateur en ont gardé la jouissance leur vie durant.

Ces biens habous, dont les revenus avaient été mis en coupe réglée par les deux derniers Sultans, surtout par Moulay-Hafid, ont été réorganisés dès l'établissement du Protectorat.

On peut dire que leur réorganisation a marché de pair avec celle du vieux Makhzen. Celui-ci comprend depuis six ans une direction générale des Habous dont nous avons déjà parlé et qui a la haute main sur leur administration.

La plupart des terrains habous sont situés dans les villes ou dans leur voisinage immédiat et conviennent presque uniquement à la culture maraîchère.

Le Protectorat compte affecter leurs revenus à l'entretien des grands services de la justice, du culte et du haut enseignement musulman, ce qui soulagera d'autant le budget ordinaire.

Ce budget qui, nous l'avons vu, se solde en excédent depuis 1915, fait honneur à la politique financière et administrative suivie par le Résident Général.

Il prouve aussi que sa formule (le Protectorat ne doit pas signifier conquête mais association), était la bonne, puisque le jeune Maroc français n'est déjà plus une charge pour le budget de la métropole, alors que, la vieille Algérie où des principes très différents ont été appliqués, a coûté si cher à la mère patrie.

Dans cette œuvre du Protectorat marocain, le Résident général s'est montré un véritable précurseur. La doctrine d'application des mandats prévus par le Traité de Versailles et confiés aux puissances alliées, se réclame de ses principes d'association anti-annexionniste et c'est encore cette même ligne de conduite à l'égard du peuple protégé que le général Gouraud a adoptée avec un grand succès dans l'administration de notre mandat Syriaque.

CHAPITRE III

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU MAROC PENDANT LA GUERRE

1. Notions historiques sur le développement économique.

— Au début de ce chapitre consacré à l'action économique du Protectorat pendant la guerre, il nous faut revenir à cette date fatidique du 1^{er} août 1914, jour de la mobilisation non seulement militaire mais aussi commerciale, industrielle ; jour où se précisa dans l'esprit du Chef, les idées-forces que ce grand multiplicateur d'énergies a depuis mises en œuvre avec un si rare bonheur.

Ces idées-forces appliquées comme nous l'avons vu précédemment à la conduite des opérations militaires nous ont permis d'occuper en pleine guerre les quatre cinquièmes du Maroc. Nous les avons retrouvées ensuite comme principes directeurs de la réorganisation administrative et judiciaire du vieux Makhzen et c'est encore la même initiative agissante, le même sens pratique que nous découvrons à la base de l'organisation économique du Maroc.

Lyautéy s'est montré égal à lui-même dans ce nouveau champ ouvert à son activité et y a fait preuve des qualités d'ordre et d'invention qui donnent à l'ensemble de l'œuvre

accomplie par le Protectorat, cette marque d'originalité propre d'avoir été conçue et dirigée par le cerveau du même homme.

Donc, le 1^{er} août 1944, l'ordre de mobilisation générale arrivé par T. S. F. remettait tout le sort du Maroc français en question. Appliqué sans discernement, sous la pression de l'opinion publique qui voyait notre avenir colonial se jouer uniquement sur la frontière Lorraine, c'était non seulement précipiter la révolte berbère, mais aussi amoindrir notre prestige auprès des populations arabes de l'intérieur et frapper de stérilité toute l'œuvre de colonisation déjà ébauchée.

Mais le Resident Général avait pressenti le péril et il osa résister à l'opinion commune. Pendant que sur le front marocain on procédait à la délicate opération de relève en exécution des ordres donnés ; à l'intérieur l'ordre de mobilisation était appliqué. Mais non pas comme en France par l'encaasernement de tous les hommes en état de porter les armes, mais par la militarisation sur place des compétences chacune dans leur emploi, le négociant dans sa boutique, l'industriel dans son usine, le colon dans sa ferme.

Pour concrétiser sa pensée, le Résident Général employait fréquemment à cette époque des formules comme celle-ci : « S'installer dans la guerre », ou « Tout chantier vaut un bataillon », formules qui avaient pour but de montrer à chacun son devoir particulier.

Cette idée de mobilisation civile était en effet, dans son esprit inséparable de l'idée d'action sur le front économique ;

car le Maroc avait un front économique. De la continuation des travaux d'utilité publique entrepris, dépendait le maintien de la paix à l'intérieur, le prestige de la France aux yeux de nos protégés. Il y avait aussi une place à prendre, celle de l'Allemagne, sur le marché. Cette place était moins importante qu'on aurait pu le croire tout d'abord (les rapports du contrôle de la Dette montrent que la part de l'Allemagne et de l'Autriche dans le commerce total du Maroc, ne dépassait pas 11 à 12 0/0). Mais si le commerce allemand brillait moins par ses résultats pratiques que par ses résultats moraux, c'était néanmoins une organisation commerciale très forte et très dangereuse aussi pour la sécurité du pays par l'espionnage qu'elle permettait.

Ce système commercial était basé sur deux idées premières que tout Allemand avait ancrées dans la tête. Tout produit allemand vendu dans un état étranger représente une victoire politique de l'Allemagne. Tout gain sur une vente, si minime soit-il, a une valeur en soi ; il suffit de multiplier les ventes pour obtenir des bénéfices.

Ceci posé, en débarquant avec sa malle d'échantillons, le voyageur allemand courait chez son agent consulaire, il s'informait des besoins de la place. Muni de ces renseignements il s'attaquait aux deux ou trois indigènes influents désignés par son Consul, leur vendait ce qu'il pouvait et à crédit de préférence, pour les engager le plus possible dans les liens du commerce allemand. Au besoin, pour les embrigader davantage, il leur faisait délivrer des cartes de protection. Enfin, sa mission terminée, le voyageur revenait chez son

Consul, y prenait une nouvelle liste de produits austro-allemands les plus goûtés des indigènes, et repartait.

Une enquête discrète, menée après le départ des Consuls allemands, nous a mis en possession de catalogues complets de ces produits boches les plus répandus au Maroc.

Il ne restait plus qu'à solliciter les exportateurs français de venir substituer leurs produits à la camelote « made in Germany ».

C'est pour réaliser cette idée et faire connaître le commerce marocain à la métropole qu'est né le projet de l'exposition de Casablanca.

Cette exposition, ainsi que les foires de Fez et de Rabat qui l'ont suivie, a donné des indications précieuses sur la nature des échanges à réaliser entre la métropole et le Maroc. Elle a permis aussi de se rendre compte des progrès accomplis en cette matière depuis la proclamation du Protectorat.

C'est ainsi que M. Guillaume de Tarde, dans sa conférence sur l'action économique du Protectorat prononcée à l'exposition de Casablanca en 1915 pouvait déclarer que le Maroc avait exporté 150.000 quintaux de blé, 225.000 quintaux d'orge, 179.000 peaux, 9.000 quintaux de laine, en France et en Algérie-Tunisie et cela uniquement pendant la première année de guerre et que le mouvement du commerce marocain était passé à 68.984.000 fr. pour les importations pendant le premier semestre 1915 avec un gain de 1.789.000 fr. sur le semestre correspondant de 1914; à 12.324.000 fr. pour les exportations pendant le même semestre avec un gain de 3.172.000 fr. sur 1914.

Pour en revenir à cette exposition de Casablanca ce fut un triomphe pour les organisateurs. Des milliers et des milliers de visiteurs vinrent de tous les coins du Maroc et les transactions furent très nombreuses, depuis les automobiles de luxe achetées par les nobles fasi de Fez, jusqu'aux djélabas et aux haïk négociées par les indigènes de plus simple condition.

Le succès de la foire de Fez ne fut pas moins vif à un an de distance. Il s'agissait aussi de se rendre compte du chemin parcouru pendant l'année de guerre. Le terrain de la foire fut choisi dans la cour du vieux méchouar à un demi-kilomètre à peine de la ville. Deux ou trois centaines de pavillons, de baraques et de tentes y furent dressés. Il y avait des attractions qui firent le maximum. Commercialement parlant, le succès ne fut pas moindre il s'y traita pour 4.000.000 d'affaires.

Ce résultat avait été rendu possible par la bonne volonté dont fit preuve le personnel du chemin de fer à voie étroite de Casablanca-Kénitra-Fez, et par les soins de l'industrie hôtelière de Fez.

Enfin, confirmant tous les renseignements déjà fournis par ces deux précédentes expositions, la foire de Rabat de 1917 a réussi encore plus brillamment.

En 1916, le chiffre total du commerce extérieur a atteint 310.854.000 fr. soit plus du double de celui de 1911. Dans ce total, les importations l'emportent malheureusement de 147.000.000 sur les exportations. La balance commerciale du Maroc était devenue défavorable depuis 1911 à cause de

la guerre d'abord, et aussi, par suite des mauvaises récoltes ; car les principales sources de revenus au Magreb sont fournies par l'agriculture et l'élevage.

Les exportations y sont constituées pour 95 0/0 par leurs seuls produits. D'un autre côté, les importations sont difficilement compressibles. Dans un pays neuf, qu'il faut doter d'un outillage industriel, les emprunts sont nécessairement à l'ordre du jour. Au Maroc, la grosse proportion des importations, 60 à 70 0/0 est constituée par les produits nécessaires à l'alimentation et l'habillement d'une part (sucre, thé, farine, café, vins) (tissus de coton, de laine et de soie), d'autre part par les produits fabriqués, matériaux de construction, le fer, le cuivre, la houille, les machines ; tout ce qui sert à mettre un pays en valeur.

Il ne peut être question de restrictions dans ce dernier domaine et sur les produits de consommation les économies ne peuvent être que très faibles par suite de la situation politique et aussi de la prospérité grandissante de la population arabe.

Pour remédier au déficit de la balance commerciale, il faut donc s'efforcer surtout de développer les exportations et en premier lieu de multiplier les ressources que donnent l'agriculture et l'élevage.

2. De l'agriculture et de l'élevage. — En 1916, les surfaces cultivées telles qu'elles résultaient des recensements opérés par les commissions du Tertib occupaient environ un dixième de la zone pacifiée (un million soixante mille hectares). Cette

proportion très faible est heureusement en progression constante de 200.000 hectares environ tous les ans.

Le Maroc est un pays de monoculture, les céréales seules (orge, blé, maïs, avoine) occupent 95 0/0 des ensemencements totaux. Le reste est représenté par certains légumes de consommation courante (fèves, pois chiches, lentilles) et certaines plantes d'usage industriel, « cumin »).

Il serait à souhaiter que l'on introduisit au Maroc la culture de la vigne et celle du tabac qui donnent de si beaux résultats en Algérie, pour compenser, dans une certaine mesure la perte à l'exportation pendant les années de mauvaise récolte. Il faudrait aussi, tout en étendant les surfaces cultivées, améliorer les méthodes de cultures employées par les indigènes qui sont par trop archaïques. Ils se contentent la plupart du temps de défricher le sol sur une bien trop faible épaisseur pour obtenir de bons rendements. Aussi ceux-ci sont-ils dans l'ensemble plutôt faibles, de 8 à 10 quintaux en moyenne pour le blé et l'orge et l'on se rend compte qu'il est impossible dans l'état actuel de demander davantage à des terres fatiguées par la succession ininterrompue de cultures identiques, à peine labourées et jamais régénérées par l'addition d'engrais.

Et cependant le spectacle que donne certaines terres de la Chaouia, du Gharb ou des Doukkalas est encourageant au plus haut point. Il permet de se rendre compte de ce que l'on pourra obtenir dans les mêmes régions et aussi dans des régions plus déshéritées comme celles des alentours de Fez

et de Meknès lorsque le cultivateur marocain disposera de nos machines agricoles modernes.

La seconde ressource importante du Maroc est constituée par l'élevage. Malheureusement, l'élevage indigène est resté jusqu'ici très primitif. Les animaux se nourrissent aux pâturages des produits du sol et ce n'est qu'exceptionnellement que des aliments supplémentaires leur sont donnés. Aussi tout va bien quand l'année est pluvieuse, c'est la richesse, mais pendant les longues période de sécheresse, les troupeaux maigrissent, deviennent étiques et sont la proie des maladies contagieuses et parasitaires.

Il faut donc habituer les indigènes à constituer des réserves de foin. Il existe au Maroc une assez grande étendue de prairies naturelles susceptibles d'améliorations par le drainage et la sélection des plantes. Il serait aussi indispensable de faire cultiver les fourrages verts, luzernes, légumineuses, etc...

Pour abreuver leurs troupeaux, les indigènes éloignés des sources et points d'eau, leur imposent des parcours considérables. Aussi l'installation d'abreuvoirs cimentés, partout où cela sera possible, paraît une des améliorations les plus urgentes.

Le protectorat s'est occupé, il est vrai, dès le début, de porter remède à cette situation défectueuse de l'élevage marocain. Un arrêté viziriel du 13 novembre 1913 a créé un service de l'élevage qui doit encourager les éleveurs et protéger le bétail.

Des primes en espèces sont données dans des concours

régionaux à tous les animaux domestiques élevés au Maroc qui se remarquent par leur conformation, leurs qualités, et les soins dont ils ont été l'objet. Des taureaux importés ont été distribués gratuitement à certains éleveurs, d'autres ont été cédés à moitié du prix de revient. De plus, l'Administration rembourse aux propriétaires le prix du transport des animaux qu'ils importent pour la reproduction. Enfin, un service de consultations vétérinaires indigènes gratuites fonctionne dans quinze ports différents. Ce service fixe est doublé d'un service vétérinaire mobile qui a pour but de montrer aux indigènes du pays non encore soumis à notre influence les bienfaits de notre intervention.

Pour lutter contre les épizooties si fréquentes au Maroc, un laboratoire de recherches est à la disposition de tous les éleveurs depuis 1913 ; il a rendu de signalés services contre les invasions des sauterelles en particulier.

Les résultats obtenus par ce service de l'élevage sont déjà intéressants. En 1916 (chiffres du Tertib) le cheptel a atteint au Maroc les chiffres suivants :

856.324 bovins, 4.054.334 ovins, 1.227.000 chèvres, 29.400 porcs, 97.000 chevaux, 42.800 mulets, 250 000 ânes, et 62.900 chameaux.

Depuis la guerre, les chiffres suivants ont été atteints en 1919 : 1.322.000 bovins, 5.079.000, ovins, 1.628.000 chèvres, 127.500 porcs, 173.000 chevaux et mulets, 366.000 ânes, 73.000 chameaux.

La progression a donc été très importante et continue pendant ces trois années.

3. De l'exploitation forestière. — A ces ressources que donnent à l'exportation et aussi au Trésor marocain l'Agriculture et l'Elevage, il convient aussi d'ajouter dans une moindre proportion, l'exploitation des forêts. Celles-ci sont très inégalement réparties sur le sol marocain. On peut distinguer trois zones forestières bien distinctes.

En premier lieu, la zone du chêne-liège, qui s'étend dans le vaste triangle Casablanca, Mehedja, Meknès et dont le principal massif est celui de la Mamora.

Ce massif mérite une description particulière. A part les forêts équatoriales de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, on trouverait difficilement dans le monde une plus vaste étendue boisée. Sa superficie de 130.000 hectares équivaut à dix fois environ celle de la forêt de Fontainebleau. Elle part en pente douce de la ligne de crêtes séparant les bassins du Bouregreg et du Sebou, à une altitude moyenne de 200 mètres, pour aboutir dans la plaine du Sebou à une altitude de 30 à 40 mètres.

La Mamora est peuplée de chênes-liège mélangés avec le poirier sauvage. On n'y trouve pas de broussailles, de bruyères arborescentes et d'arbousiers comme dans les forêts d'Algérie. Son aspect est celui d'un immense parc, déjà bien aménagé par le service forestier du Protectorat. C'est ainsi que de belles avenues rectilignes y ont été percées pour mettre les boisements à l'abri des incendies et pour servir de voies d'exploitation et de surveillance. Deux de ces voies étaient déjà achevées en 1915. L'une de 35 kilomètres de long partait de Kénitra pour aboutir sur la route de Salé à

Tiflet, l'autre de 40 kilomètres traversait la forêt plus à l'Est. L'Administration a créé en pleine forêt des postes de surveillance qui ont contribué à purger le pays des anciens pillards qui l'infestaient.

A l'heure actuelle, la forêt est tout entière en exploitation rationnelle. Mais le liège n'est pas encore obtenu en assez grande quantité pour être un appoint sérieux à l'exportation.

D'autres forêts de chênes-lièges moins importantes existent auprès de Rabat (4.000 hectares) près des oueds Ykuen et Cherrat (2.500 hectares), au camp Boulhaut (10.000 hectares).

Globalement on peut évaluer la surface recouverte par cette essence à 250.000 hectares.

La seconde zone forestière est celle du cèdre. Alors que le chêne-liège ne pousse guère qu'en plaine ou sur des plateaux peu élevés, la grande forêt de cèdres ne commence qu'à 1.500 mètres, pour s'élever ensuite jusqu'à 2.000 et 2.500 mètres.

Elle s'étend principalement dans la région du Moyen Atlas entre Sefrou et Khenifra sur une longueur de 150 kilomètres. C'est aux hautes altitudes 2.000 mètres environ, que le boisement est le plus magnifique, les arbres de 300 à 400 ans de 35 à 40 mètres de hauteur sur 5 à 6 mètres de tour ne sont pas rares.

Au pied de ces géants poussent de nombreux rejetons attestant la vitalité de la forêt. Jusqu'à l'établissement du protectorat et même pendant une partie de la guerre, ces

forêts ont souffert de procédés d'exploitations barbares. C'est ainsi que pour abattre les plus gros cèdres, les bûcherons indigènes se contentaient de mettre le feu au pied, sacrifiant ainsi une bonne partie de l'arbre. Heureusement le bois de cèdres est imputrescible et les troncs qui sont restés sur place, faute de moyens de transports, pourront être utilisés.

Les principaux centres d'exploitation sont localisés près d'Azrou et d'Ain-Leuh. Le cèdre possède des qualités incomparables comme bois d'ébénisterie et de menuiserie. Les plus belles menuiseries décoratives de Fez, Meknès et Marrakech sont en cèdres.

La troisième zone forestière du Maroc s'étend entre les oueds Tensifts et Sous, c'est la zone de l'Arganier.

L'Arganier est un arbre épineux et toujours vert de 6 à 8 mètres de hauteur au tronc noueux, ne dépassant pas 1 m. 50 à 3 mètres et à la cime globuleuse dont l'aspect général rappelle celui de l'olivier.

Il porte en grande abondance des fruits dits argans semblables à de grosses olives qui sont appréciées des bestiaux et dont l'amande donne une huile très estimée des indigènes.

L'arganier descend jusqu'à Agadir et couvre une partie de la plaine du Sous. On espère obtenir industriellement l'huile d'argan ce qui constituera une source importante de revenus pour le protectorat.

Mais l'accroissement de toutes ces ressources diverses aussi bien de celles qui proviendront de la meilleure exploitation des forêts que de celles qui peuvent être fournies par l'agriculture et l'élevage, dépend en majeure partie, de la

création de moyens de transports rapides et peu coûteux qui encourageront les producteurs au travail en leur donnant de nombreux débouchés.

4. Des voies de communication. — Aussi dès le début de notre installation au Maroc, l'attention du Résident Général et de ses collaborateurs a-t-elle été attirée sur ce point.

Le Maroc des anciens Sultans était un des pays du monde les plus déshérités en moyens de communications. Des pistes, qui disparaissaient peu à peu sous l'envahissement des plantes sauvages et des mauvaises herbes, tenaient lieu de routes. Il n'existait naturellement pas de chemins de fer et les ports n'étaient dotés que d'un outillage rudimentaire.

Le Protectorat s'est attaché tout d'abord à créer des routes carrossables entre les grands centres, et à desservir les bourgades par un réseau de chemins d'intérêt local.

Il était lié pour les chemins de fer par les accords signés à Algésiras qui stipulaient qu'aucune ligne de chemins de fer à voie normale ne serait établie au Maroc avant l'adjudication de la voie ferrée Fez-Tanger.

Il existait déjà près de 1.000 kilomètres de ce réseau de routes en juillet 1917 qui réunissait tous les grands ports du Maroc Occidental les uns aux autres et donnait aux villes de l'intérieur un accès vers la mer.

Ce réseau de routes était doublé par un chemin de fer militaire à voie étroite 0 m. 60, de 800 kilomètres au début de la guerre.

Ce petit Decauville qui joint Oran à Casablanca en passant

par Oudjda, Taza, Fez, Kénitra a donné des recettes commerciales impressionnantes dès sa mise en service. Elles s'élevaient en mai 1916 à 115.000 francs, en mai 1917 à 400.000 francs. La recette kilométrique atteignait cette même année sur la ligne Fez Casablanca 330 kilomètres, près de 20.000 francs et elle a dépassé ce chiffre depuis.

Aussi, encouragé par ces résultats extrêmement réconfortants le Parlement français a voté le principe d'un nouveau réseau beaucoup plus étendu et à voie normale.

5. Des ports. — La construction de ce réseau marchera de pair avec l'aménagement des ports déjà fortement amélioré pendant la guerre.

Parmi ces ports le plus important, sans contredit, était celui de Casablanca, à égale distance des deux capitales marocaines Fez et Marrakech, relié à ces deux villes dès maintenant par des lignes de chemin de fer à voie étroite.

L'exécution des travaux à effectuer dans ce port a été confiée à une Compagnie concessionnaire (Schneider et C^{ie}). Un emprunt de 50 millions lancé en 1914 devait couvrir les frais prévus. Le programme des travaux comprend deux jetées partant l'une et l'autre de la côte, laissant entre elles une passe de 250 mètres de large. Ces deux jetées devront avoir respectivement 1.900 mètres et 1.550 mètres. L'espace ainsi délimité fournira un mouillage de 140 hectares avec des fonds de près de 9 mètres. A l'intérieur de ce grand port, deux jetées plus petites séparées par une passe de 80 mètres formeront un abri de 9 hectares 1/2 pour les bâtiments calant

moins de 4 mètres. De plus, des quais et des terre-pleins de largeurs suffisantes sont prévus pour permettre d'effectuer en toute sécurité les opérations d'embarquement et de débarquement des voyageurs et des marchandises.

En 1919, les jetées du petit port intérieur étaient entièrement achevées et la grande jetée ouest avait atteint 1.110 m. de longueur.

Etant donné l'état actuel d'aménagement du port de Casablanca, le maximum de rendement journalier, embarquement et débarquement réunis, peut être de 1.700 tonnes. Casablanca est donc appelé, par sa situation et par les sacrifices faits pour son outillage, à devenir le principal port du Maroc.

Cependant les travaux et les frais énormes qu'entraîne son aménagement n'ont pas empêché le Protectorat de s'occuper aussi des autres ports qui, s'ils ne sont pas destinés à devenir de très grands ports de transit, doivent pourtant être mis en mesure de servir de débouchés aux régions qui sont dans leur hinterland immédiat.

C'est ainsi que le port fluvial de Kénitra, situé sur l'oued Sebou, à 17 kilomètres de son embouchure, constitue dès maintenant un excellent port fluvial en eau profonde de plus de 4 mètres à basse mer. Malheureusement, la barre, comme il arrive si souvent au Maroc, est un sérieux obstacle à la navigation. Pour remédier à cette situation, un programme de travaux comprenant principalement la construction d'un chenal profond de 3 mètres au-dessous des plus basses mers a été mis en adjudication.

Le port de Rabat situé plus au sud sur l'oued Bou-Regreg est aussi un port fluvial.

La même société que celle de Kénitra s'est chargée des travaux à y faire. Le programme de ces travaux comprend aussi l'ouverture par draguage d'un chenal profond de 3 mètres au-dessous de la plus basse mer pour pallier les inconvénients de la barre.

Les ports de Fédalah, Mazagan, Saffi, Mogador et Agadir, sont des ports de pleine mer comme celui de Casablanca. Seuls ceux de Fedalah, Mazagan, et Agadir bénéficient de rades naturelles abritées des vents dominants.

Pour tous ces ports, des travaux sont prévus pour la construction de jetées ou de darses par des Compagnies concessionnaires avec ou sans la garantie de la caisse spéciale du protectorat.

Le mouvement de la navigation était passé pour le seul port de Casablanca de 416.497 tonnes en 1915 à 776.267 tonnes en 1919 et pour les marchandises seules tant importées qu'exportées, de 157.462 tonnes en 1915 à 264.500 tonnes en 1919 et cela en pleine guerre, sauf toutefois, pendant la dernière année où le pourcentage du reste est plus considérable.

Avant de terminer cette énumération sommaire des différents travaux en cours dans les ports marocains il est indispensable de dire un mot des ressources qui y font face.

Pour le port de Casablanca c'est l'emprunt, mais pour les autres ports concédés à des Compagnies particulières, c'est une taxe spéciale de 2 1/2 0/0 *ad valorem* frappant toutes

les marchandises d'origine étrangère à leur entrée au Maroc. Le produit de cette taxe alimente une caisse spéciale. Des Compagnies concessionnaires se sont chargées aussi des services de l'aconage dans les différents ports du Maroc en attendant la réalisation des travaux en cours. Ce qu'on appelle aconage c'est l'ensemble des opérations de transbordement de voyageurs et de marchandises que nécessite encore au Maroc le mauvais outillage des ports.

Tous ces travaux ne sont pas entrepris à la légère mais sont la mise en œuvre d'un programme arrêté qui tend à fondre le Maroc dans ce grand ensemble harmonieux que les coloniaux allemands appellent la Berbérie et qui est pour nous, dès maintenant l'Afrique du Nord Française.

Le rail et l'outillage des ports n'y précèdent pas l'afflux des émigrants comme dans les pays neufs du Far West américain, ils le suivent mais de très près. C'est pourquoi l'effort d'organisation économique paraît un peu improvisé, mais sous cette improvisation apparente, sa cohésion s'affirme dès maintenant par les résultats obtenus. Ces progrès s'accusent surtout à Casablanca. Depuis onze ans cette ville est passée du rang de petite bourgade à celui de premier port du Maroc, avec une population de près de 100.000 habitants, laissant loin derrière elle Tanger si longtemps ligoté par les liens internationaux. Les autres villes du Maroc présentent un tout autre caractère.

Alors que Casablanca est une création du Protectorat, ville moderne, sans grand intérêt artistique, Fez, Meknès Rabat-Salé et Marrakech présentent aux yeux des amoureux

de l'Islam des spécimens de l'art et de la vie musulmane qui n'ont pas changé depuis la conquête arabe.

Comme les forêts de cèdres du Maroc, les médersas, les mosquées, les palais, les souks, où nous admirons l'art des Mérénides, bien loin d'être les témoins pétrifiés d'une civilisation morte jouissent, au contraire, d'une vitalité profonde, car les artisans qui ont construit ces monuments ont laissé des successeurs qui maintiendront leurs traditions.

Dès maintenant, nous avons des exemples de cette tradition ininterrompue dans des monuments récents qui tels le Dar-el-Glaoui, l'ancienne résidence, prennent vite néanmoins cette patine que donne plus rapidement que les siècles l'ardent soleil africain.

Vu, le Doyen,
F. LARNAUDÉ.

Vu,
le Président,
PAUL LESEUR.

Vu et permis d'imprimer,
le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	1
DIVISION	2

CHAPITRE PREMIER

La Conquête militaire

§ 1. Géographie du Maroc	3
§ 2. Notions ethniques et ethnographiques	7
§ 3. Du caractère de la conquête	9
§ 4. Historique de la conquête	12

CHAPITRE II

Organisation du protectorat

§ 1. De l'ancien Makhzen	23
§ 2. Réorganisation de l'administration indigène	29
§ 3. De l'administration française	36
§ 4. De la justice indigène	39
§ 5. De la justice française	49
§ 6. De l'instruction publique	63
§ 7. Du service de santé	66
§ 8. Du budget des impôts	68

CHAPITRE III

Développement économique du Maroc pendant la guerre

§ 1. Historique du développement économique	77
§ 2. De l'agriculture et de l'élevage	82
§ 3. De l'exploitation forestière	86
§ 4. Des voies de communication	89
§ 5. Des ports	90

IMPRIMERIE BUSSIÈRE. — SAINT-AMAND (CHER) —

2. REFAGE

DIVISION

